



Septembre 2016

SERVICE DOCUMENTATION INSET ANGERS

**CO-CONSTRUIRE
DES REPONSES NOUVELLES
AVEC LES USAGERS ET LES
FAMILLES
DANS LE CADRE DE LA
PROTECTION DE L'ENFANCE**

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Elaboré par le service documentation de l'Inset d'Angers et
le service des Pôles de l'Inset Angers

1 / PARTAGE D'EXPERIENCE SUR LES CO-FORMATIONS	p.2
2 / APPROCHE PHILOSOPHIQUE ET SOCIOLOGIQUE DES EVOLUTIONS DU TRAVAIL SOCIAL, REVELATEUR D'UN MONDE EN MUTATION	p.4
3 / VERS DES PRATIQUES NOUVELLES POUR LES TRAVAILLEURS SOCIAUX : PRESENTATION ET ANALYSE D'EXPERIENCES DE TERRAIN	p.8
A / Parole et savoir des usagers	p.8
B / Compétences des familles dans la construction d'une place pour l'enfant ..	p.10
C / Développement social local, levier politique et stratégique en faveur de la participation	p.12
D / Méthodes et techniques	p.14
1 - Eléments de réflexion et recommandations	p.14
2 - Pistes d'actions	p.18
• Développement du pouvoir d'agir et Empowerment	
• Conférences familiales	
• Clinique de concertation	
• Recherches actions collaboratives	
• Théorie du care	
3 - Autres expériences innovantes	p.26
4 / PRATIQUES MANAGERIALES NECESSAIRES AUTOUR DE LA CO-CONSTRUCTION	p.30

*Ce dossier documentaire est strictement réservé à votre usage personnel.
Dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle, il ne vous est pas permis de le reproduire,
ni de le céder ou d'en faciliter la reproduction par un tiers.*

1 / PARTAGE D'EXPERIENCE SUR LES CO-FORMATIONS

Coformation, à la croisée des mondes

Actualités sociales hebdomadaires, 06/11/2015, n° 2932, p. 49-50

A Rezé, en Loire-Atlantique, un centre de formation en travail social a accueilli une coformation d'ATD quart monde sur la parentalité en situation de précarité. Personnes en grande pauvreté et travailleurs sociaux ont cherché sans détour à mieux se comprendre.

<https://www.atd-quartmonde.fr/mot-cle/croisement-des-savoirs/>

De la participation au croisement des savoirs. Faire grandir la démocratie / ATD QUART MONDE, CNFPT, INSET ANGERS

ATD Quart monde, 2015, 32'

<https://www.youtube.com/watch?v=xpS4BWbvhMo>

"Est-ce que des personnes en grandes difficultés économiques, sociales et culturelles peuvent être des partenaires à part entière de notre processus démocratique, ayant une réflexion à apporter sur les grands enjeux de notre société - lutte contre la pauvreté, développement durable, mieux vivre ensemble au sein de son quartier ? Pour ATD Quart Monde, ce partenariat n'est pas un but à atteindre mais une donnée de départ qui nécessite de mettre en place des conditions. La caméra de Delphine Duquesne nous invite à découvrir la démarche du croisement des savoirs et des pratiques, à travers une série de séances de travail.

En Bonus, des clés pour l'action sous la forme de trois entretiens :

- le point de vue d'une universitaire
- le point de vue d'une professionnelle de terrain
- le point de vue d'une personne en situation de pauvreté et un livret pour en savoir plus".

A la rencontre des milieux de pauvreté. De la relation personnelle à l'action collective / BRUN

Patrick, ATD Quart Monde, 2014, 223 p.

De plus en plus de professionnels du social, du droit, de l'éducation, de la santé veulent apprendre avec ATD Quart Monde, apprendre des personnes en situation de pauvreté et croiser leur savoir et leur pratique avec elles. Aujourd'hui, il y a nécessité de transmettre ce que les volontaires permanents d'ATD Quart Monde ont appris à être et à faire, pour que cette manière d'agir « en réciprocité » se diffuse, et que son impact se renforce pour libérer les potentiels de chacun. Cette attitude radicale de croire à la rencontre, de croire à l'incertitude du « donner-recevoir-rendre », où on assume le risque de la rencontre, au lieu de s'en remettre au seul rationalisme des procédures, peut inspirer les professionnels et les libérer pour retrouver ce qui les anime, pour passer de la « bonne distance » professionnelle à la « bonne proximité » éthique.

Cette attitude doit aussi inspirer tout un chacun. Chaque citoyen doit retrouver son pouvoir d'agir, à égalité avec les professionnels, égalité de dignité et de responsabilité. Le projet de ce livre, qui est de faire partager un savoir-faire et un savoir être dans l'art de la rencontre, appuyé sur 60 ans d'expérience qui ont porté leurs fruits, rejoindra, je l'espère, une aspiration profonde de chacun de nos lecteurs.

Formation croisée avec des parents d'enfants placés / SOCHARD Laurent

Réalités familiales, 2014 - p. 48-51

Retour sur les co-formations organisées par l'INSET d'Angers dans lesquelles sont réunis parents d'enfants placés et professionnels de la protection de l'enfance.

Croiser les savoirs pour mieux combattre la pauvreté / RENE Jean-François, LEBLANC Marie-Andrée, BOYER Sophie

Revue QUART MONDE, 03/2014 - p. 45-49

Cet article rend compte d'une démarche de recherche participative portant sur l'Université populaire Quart Monde au Québec (Canada).

Croiser les savoirs pour mieux combattre la pauvreté : une enquête participative avec l'Université Populaire Quart Monde

ATD Quart monde, 08/2013, 42 p.

http://www.atdquartmonde.ca/wp-content/uploads/UPQM_Evaluation.pdf

Parution d'un rapport de recherche réalisé par Jean-François René, Sophie Boyer et Marie-Andrée Leblanc, de concert avec le Service aux collectivités de l'UQAM et ATD Quart Monde, dans le cadre d'une enquête participative ayant pour but de cerner la contribution de l'Université populaire Quart Monde à l'avancement de la lutte contre la pauvreté au Québec. Initiée par le Mouvement ATD Quart Monde, l'Université Populaire Quart Monde est un lieu de parole et de co-formation, misant sur la valorisation des savoirs d'expérience des personnes vivant en situation de pauvreté et sur le dialogue entre ces dernières et celles qui n'ont pas eu l'expérience de la pauvreté. Ce document a pour principaux objectifs de présenter l'approche et la méthodologie préconisées au sein de cette enquête participative, de colliger les grandes lignes de l'analyse des données traitées par le comité de recherche et d'ouvrir quelques pistes de réflexion.

Parents, enfants, familles en protection de l'enfance - Actes du séminaire co-organisé par l'ONED et l'INSET d'Angers - Angers, les 27 et 28 septembre 2011 / BAILLARD Denys, SECHER Régis, BOUREGBA Alain, PENAUD Frédéric, HERMET Michel, BONNEFOY Christine, VALLERIE Bernard
ONED, 02/2012, 94 p.

<http://www.oned.gouv.fr/publications/parents-enfants-familles-en-protection-lenfance>

Rendez-vous annuel des cadres des conseils généraux sur les questions de prévention et de protection de l'enfance, ce séminaire est le 4e co-organisé entre l'ONED et l'INSET d'Angers.

Le croisement des savoirs et des pratiques / FERRAND Claude

Quart monde, 01/2012, n° n° 221, p. 11-15

Innovant, le Rapport Wresinski incite à considérer les citoyens les plus démunis comme partenaires dès le départ des projets. Il a généré, en France et en Belgique, plusieurs recherche-action-formation de croisement des savoirs et des pratiques. Le processus ainsi expérimenté montre que nos démocraties devenues impuissantes doivent explorer des voies nouvelles si l'éradication de la misère reste une cause commune.

Sur un pied d'égalité - Une co-formation entre professionnels de la protection de l'enfance et usagers

Actualités Sociales Hebdomadaires - 04/06/2010 - p. 32-35

En avril dernier, 14 cadres et travailleurs sociaux de la protection de l'enfance et 5 personnes en situation de grande pauvreté participaient à la sixième co-formation organisée par ATD quart monde et l'ENACT d'Angers. Objectif : permettre une rencontre sans parti pris afin de faire évoluer les relations entre professionnels et usagers. Les ASH étaient présentes.

"Il y a des formations que l'on oublie. Mais celle-là, non !"

Feuille de route Quart Monde (La), 06/2010

Isabelle Lemay est éducatrice spécialisée en Gironde. Frédéric Penaud est adjoint à la directrice de l'Enfance et de la Famille au Conseil général de l'Yonne. Tous deux étaient parmi les 14 professionnels qui ont suivi une co-formation fin avril à Angers sur la protection de l'enfance et de la famille.

Des clés pour se comprendre

Actualités Sociales Hebdomadaires - 25/09/2009 - n° 2625 - p. 22-25

Mieux dialoguer pour mieux agir ensemble contre l'exclusion : tel est le principe des co-formations initiées par le mouvement ATD quart monde qui réunissent des professionnels et des personnes en situation de pauvreté. Des actions qui créent les conditions d'une vraie rencontre entre les deux catégories d'acteurs, conduits à réviser les « a priori », peurs et incompréhensions qui obèrent leurs relations.

2 / APPROCHE PHILOSOPHIQUE ET SOCIOLOGIQUE DES EVOLUTIONS DU TRAVAIL SOCIAL, REVELATEUR D'UN MONDE EN MUTATION

La déontologie et la philosophie pour revivifier les pratiques / OTT Laurent, GRAVIERE Lilian

Actualités sociales hebdomadaires, 27/05/2016, n° 2962, p. 38-39

Dans un contexte profondément bouleversé, comment les professionnels peuvent-ils redonner sens à leur action ? Si Lilian Gravière voit dans la déontologie un guide pour les intervenants, Laurent Ott estime que ceux-ci ont surtout besoin d'une philosophie sociale. Mais tous deux se retrouvent sur la nécessité que l'une ou l'autre approche soit connectée à la pratique.

- La déontologie, un savoir professionnel

- La philosophie sociale, une respiration

http://www.rnce.fr/?page_id=559

webdocumentaire

Sortir le travail social de l'invisibilité

Actualités sociales hebdomadaires, 20/05/2016, n° 2691, p. 33

Quarante petits films entre lesquels il est possible de naviguer et autant d'expériences pour mieux comprendre les évolutions du travail social et celles à venir. Soutenus dans ce projet ambitieux par l'ENS, Corinne Bondu et Ludovic Tac ont choisi de mettre sur un même plan la parole et l'analyse de chacun. Pour l'une des séquences, les réalisateurs ont laissé leur caméra à des jeunes du centre social Espace-Torcy (Paris XVIIIe) afin qu'ils proposent une enquête sur l'avenir de centres sociaux, réalisée lors du congrès des centres sociaux et socio-culturels qui s'est tenu à Lyon en 2013. <https://racontr.com/projects/vous-avez-dit-social/>

Le social au défi de l'innovation / JAEGER Marcel, RIBIERE Richard

Actualités sociales hebdomadaires, 22/04/2016, n° 2957, p. 32-36

Créer et imaginer pour assurer la survie du secteur en restant fidèle à ses valeurs, tel est le message défendu par Marcel Jaeger, titulaire de la chaire de travail social et d'intervention sociale au CNAM, et par Richard Ribière, directeur d'établissements. Si le premier invite les travailleurs sociaux à être inventifs, il tente au préalable de définir ce qu'il faut entendre par « innovation sociale ». Quant au second, il encourage les associations à être innovantes dans leurs réponses aux populations en explorant notamment de nouveaux modèles économiques comme ceux permis par le numérique.

La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148

Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des Egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles.

Redéfinissons une doctrine du social / ALIX Jean-Sébastien

Actualités sociales hebdomadaires, 26/02/2016, n° 2649, p.32-33

Le plan d'action en faveur du travail social conforte le mouvement de transformation de l'action sociale en « social business », déplore Jean-Sébastien Alix, sociologue et formateur en travail social à l'IUT de Tourcoing (Nord). C'est pourquoi des groupes de professionnels, d'étudiants et de chercheurs tentent de dégager des repères pour le travail social.

Pauvreté et vulnérabilité sociale

Cahiers français, 01/2016, n° 390, p. 1-59

Dans les pays occidentaux, la pauvreté augmente à nouveau au cours des dernières années. Ce numéro des Cahiers français étudie le phénomène de la pauvreté dans ses manifestations, son ampleur et ses causes. Il aborde également l'efficacité des politiques publiques chargées de la combattre. Il s'agit aussi de penser le rapport qu'entretient la société avec les pauvres.

Le travail social face aux vulnérabilités / BRESSON Maryse

Cahiers français, 01/2016, n° 390, p. 49-53

Apparu avec la question sociale au cours du XIXème siècle, le travail social a depuis embrassé un champ de plus en plus vaste, allant de l'assistance sociale aux plus démunis à l'accompagnement vers l'emploi des personnes en insertion. L'apparition de nouvelles formes de vulnérabilités durant les années 1980, avec les figures des "nouveaux pauvres", des "jeunes de banlieue" ou encore des travailleurs pauvres, va changer en profondeur le public auquel s'adressent les travailleurs sociaux. Cette mutation des publics s'accompagne d'une évolution, elle aussi majeure, des politiques sociales, davantage individualisées et territorialisées. Maryse Bresson souligne le malaise actuel du travail social, pris entre des moyens insuffisants au regard de l'enjeu qu'on lui confie, à savoir repenser le modèle social, et des interrogations sur la pertinence des modalités actuelles d'intervention.

Entre autonomie et intervention...Quelle place pour le risque en action sociale et médico-sociale

TAGLIONE Catherine

Cahiers de l'actif (les), 01/2016, n° 476-477, p. 7-224

<http://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/entre-autonomie-et-intervention-quelle-place-pour-le-risque-en-action-sociale-et-medico-sociale.html>

- Petites histoires de risque...
- Déclinaison des visages du risque par les professionnels
- Les déterminants du risque : entre valeurs et normes sociétales
- La place du risque dans l'intervention éducative
- Les clefs de détermination du positionnement professionnel en matière de risque : repérage et éclairage pluridisciplinaires
- Entre questionnements et recherche de perspectives : paroles de professionnels
- Aspirations de personnes destinataires de l'intervention
- Conclusion

Protection de l'enfance et démocratie / DOURGNON Laure

Fabert, 2016, 73 p.

L'ouvrage d'une juriste française à l'attention des professionnels des Etats démocratiques modernes ne peut s'exprimer autrement qu'en référence aux valeurs fondamentales de la démocratie : droit au respect de la dignité, séparation des pouvoirs, confidentialité, droit d'être vraiment entendu, adéquation du droit à la réalité humaine... Droit envers l'enfant, droits de l'enfant, droit sur l'enfant ou droit à l'enfant ? Les thèmes abordés dans cet ouvrage sont au confluent de valeurs démocratiques pérennes et de débats d'actualité : respecter la liberté des familles tout en protégeant l'enfant, contrôler les comportements à l'égard des enfants et non les moeurs des familles, travailler transversalement dans le respect de la confidentialité, accepter la variété des modèles familiaux, s'inquiéter de l'outil informatique, conseiller sur les besoins de l'enfant sans imposer des normes comportementales idéalisées.

Philosophie sociale. Une philosophie pour tous les acteurs sociaux et éducatifs / OTT Laurent
Chronique sociale, 2016

La philosophie correspond généralement à un mauvais souvenir pour les étudiants. Ils ont la mémoire d'une matière qu'ils n'ont connue le plus souvent qu'une seule année, dans l'unique optique de l'examen et de la note au Bac qui devait en découler. Parce que la Philosophie peut être trop souvent, pour reprendre l'expression de C. Freinet, comme « de l'eau pour un âne qui n'a pas soif », il convient de jeter les bases de ce qui pourrait être une « Philosophie sociale » utile à tous les éducateurs, acteurs sociaux et éducatifs (professionnels ou non). Cette « Philosophie sociale », parce que sociale, se doit d'être une philosophie de tous et pour tous ; c'est-à-dire une philosophie absolument débarrassée de toutes les déconnexions d'avec notre vie et notre monde. Nous avons besoin de concepts, non seulement pour comprendre, mais (plus simplement encore) pour saisir et savoir percevoir le monde et la réalité qui nous entourent. Sans ces mots, sans ces concepts, nous sommes abusés par l'évidence et l'immédiateté de tout ce qui nous conditionne, programme ou opprime : institutions, médias, discours dominants, illusion « naturelle » d'un « ordre des choses », qui est toujours idéologique. Cet ouvrage est un outil d'aide à la réflexion et à l'action pour tous les travailleurs sociaux, les enseignants, les militants d'éducation populaire... Il est aussi un outil de travail pour les étudiants en travail social, en animation...

Rapport de préfiguration du conseil interministériel du travail social / BOURGUIGNON Brigitte
Ministère des affaires sociales et de la santé, 2016, 47 p.

http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_cits_vdef.pdf

Conformément au plan d'action en faveur du travail social et du développement social présenté en octobre dernier, le gouvernement s'est engagé à moderniser le Conseil supérieur en travail social (CSTS), créé en 1984, en le transformant en "conseil interministériel du travail social" (CITS). Pour ce faire, il a confié à Brigitte Bourguignon, députée (PS) du Pas-de-Calais, qui avait suggéré cette réforme dans un précédent rapport, une mission de préfiguration de la nouvelle instance. C'est en toute discrétion que l'élue a remis ses conclusions à la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, et à la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, Ségolène Neuville, qui les ont publiées sur leur site le 23 juin. La nouvelle instance devrait être installée jeudi 7 juillet. L'appellation de CITS préconisée par Brigitte Bourguignon ne devrait cependant pas être retenue, le ministère lui préférant celle de Haut Conseil du travail social.

(Re) penser, pour mieux agir / MAZIZ Linda

Lien social, 10/12/2015, n° 1175, p. 18-19

A Grenoble, du 2 au 5 novembre 2015, la Scop d'éducation populaire l'Orage organisait la formation "Repenser ses pratiques pour agir dans le travail - Repenser ses pratiques pour agir dans le travail social"

Sur les chemins des droits de l'enfant

Furet (le), 12/2015, n° 79, p. 19-56

- La Convention des Droits de l'enfant... Quels enjeux ?
- Conseil de l'Europe : "Construire une Europe pour et avec les petits"
- Le suivi de la CIDEJ, j'ai des droits..
- Genève : 2014 Année de l'enfance
- L'enfant : un sujet des droits à part entière
- Le débat philosophique préalable et conséquence des droits de l'enfant
- Participer à la vie quotidienne en crèche : un droit des enfants
- Exploration participative du point de vue des jeunes enfants
- Ethique professionnelle et droits de l'enfant
- La Suède, un paradis pour les enfants
- Valoriser les transmissions culturelles familiales en crèche
- Une aventure artistique autour du droit à la culture
- Les droits de l'enfant ont un présent, un passé. Ont-ils un avenir ?
- Tout petit, j'ai droit à la parole

"Le travail social rasséréiné ?" / LAFORE Robert

Actualités sociales hebdomadaires, 25/12/2015, n° 2939, p. 30

"Car au fond, tout l'enjeu est là : d'un travail social catégoriel, individualisé, sectorisé et cloisonné – qui a correspondu, certes, à l'état de la société des années 1960-1970 –, passer à des politiques transversales qui connectent l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi, le logement, la santé, tout cela en structurant des espaces publics collectifs dans lesquels les citoyens, loin d'être infantilisés par la satisfaction de « besoins » qu'il suffirait d'extraire et de contenter, sont au contraire convoqués pour s'inventer un destin commun. Un nouveau « travail social », en quelque sorte, qui, prenant le terme dans son sens fort, contribuerait à mettre en travail la société pour qu'elle se pense et s'organise en conséquence. Si le plan d'action de 2015 crée les bases pour une telle évolution, il n'aura alors pas été inutile ; et si les travailleurs sociaux ont bien perçu cela, voilà tout au moins des perspectives mobilisatrices qui devraient redonner à tous un peu de la sérénité qui fait si souvent défaut dans nos débats."

Travail social. Des repères pour demain

Direction(s), 11/2015, n° 474-475, p. 22-29

Alliance avec les usagers, réforme des formations initiales, développement social... Telles sont les pistes d'action du gouvernement en faveur du travail social. Si elles emportent l'adhésion des professionnels, des craintes s'élèvent quant aux modalités de leur mise en œuvre. Qui dépendra de la mobilisation de tous, y compris des employeurs. Les travailleurs sociaux retrouveront-ils le sens de leurs missions ?

Industrialiser la protection de l'enfance ? / CORNIERE Hélène

Journal du droit des jeunes, 11/2015, n° 349, p. 29-30

A l'assaut de la créativité. Et, dans la foulée, du minimum d'humanité. C'est la tendance qui prévaut au sein de certaines associations habilitées justice chargées de la protection de l'enfance.

Les droits de l'enfant accueilli en protection de l'enfance : de la théorie à la pratique

Bulletin de la protection de l'enfance (le), 11/2015, n° 77-78, p. 18-19

- Les droits de l'enfant en France : une effectivité à garantir
- Des acteurs internationaux agissent pour la promotion des droits de l'enfant accueilli en protection de l'enfance

Les « Inaudibles » Comportements et attitudes politiques des précaires / BRACONNIER Céline, JARDIN Antoine, MORABITO Léa, REGUER PETIT Manon

Idées économiques et sociales, 2015, n° 182, p. 51-61

http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=IDEE_182_0051&WT.mc_id=IDEE_182

Le 27 mai 2015, des chercheurs en science politique ont donné une conférence au lycée Janson-de-Sailly à Paris devant des élèves de 1re et terminale ES et de CPGE B/L et ECE. Ils venaient présenter l'ouvrage collectif Les Inaudibles, sociologie politique des précaires, publié en mars 2015. Celui-ci présente les résultats d'une enquête réalisée pendant la campagne présidentielle de 2012 sur le rapport à la politique de populations faisant l'expérience de la précarité.

L'invisibilité sociale : publics et mécanismes. L'entourage familial des enfants placés dans le cadre de la protection de l'enfance / SECHER Régis, KERTUDO Pauline, TITH Florence

ONPES, 2015, 87 p.

http://onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Entourage_enfants_places_Rapport_final_lot3_2_.pdf

De manière générale, la question du rôle de l'entourage relationnel et du réseau familial est soulevée pour de nombreux publics en situation de précarité. Pourtant, les travaux menés spécifiquement sur ce sujet sont peu nombreux. La question spécifique de l'entourage familial des enfants placés dans le cadre de la protection de l'enfance apparaît tout particulièrement complexe et intéressante. Notamment les questions relatives aux trajectoires individuelles des membres de l'entourage familial des enfants placés dans le cadre de la protection de l'enfance (qu'elle soit administrative ou judiciaire), à leur vécu et expérience, au ressenti de leur situation, aux rapports avec leur entourage et réseau social, et enfin à leur besoin de visibilité et de reconnaissance méritent une attention particulière. C'est pourquoi l'ONPES a commandé une recherche exploratoire à FORS- Recherche Sociale et Régis Sécher (ARIFTS) sur le sujet.

Regards croisés sur la transversalité / FOURDRIGNIER Marc

MarcFourdrignier.com, 2015, 12 p.

<http://marc-fourdrignier.fr/wp-content/uploads/TexteMFourdrignier13102015.pdf>

Intervention de Marc Fourdrignier lors du séminaire de travail organisée par l'UNAFORIS Aquitaine à Bordeaux le 13 octobre 2015

Texte présenté lors d'un séminaire organisé par l'UNAFORIS Aquitaine « Anticiper les conséquences de la ré architecture des Diplômes en Intervention Sociale », le 13 octobre 2015 à Bordeaux. Il met en perspective cette question qui n'est pas nouvelle dans le travail social, tout en abordant son actualité, notamment renforcée par le plan gouvernemental sur le travail social et le développement social.

L'invisibilité sociale : publics et mécanismes

Lot n°6 : Réalisation de focus groupes auprès de travailleurs sociaux / BARONNET Juliette, LYET Philippe, POUJOL Virginie, VALLE Michel

ONPES, 11/2015, 34 p.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_travailleurs_sociaux_FORs.pdf

Dans une étude exploratoire menée par FORS pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) sur les publics invisibles, les ressorts d'une invisibilité « institutionnelle » qui renvoyait notamment au rôle joué par l'organisation de l'action sociale en France avait été mis au jour. Pour FORS, qui a continué ce travail, poser la question de l'invisibilité sociale, de ses sources, processus et conséquences, ne saurait se faire sans convoquer la question de la perception et des expériences des travailleurs sociaux eux-mêmes. D'une part, les travailleurs sociaux pourraient apparaître comme potentiellement co-producteurs de l'invisibilisation sociale. Et dans le même temps, ces mêmes acteurs de terrain peuvent être les témoins et les vigies de phénomènes sociaux jusque-là peu appréhendés, être par l'expérience des interrogateurs pertinents des découpages et catégories administratives inopérantes et participer d'une veille sociale au sens plein du terme. Dans cette étude, c'est donc l'invisibilité aux yeux des travailleurs sociaux et plus largement des institutions qui est interrogée.

Politiques publiques et population : le travail social créateur de cohésion ? Journées nationales d'étude, 13 et 14 novembre 2014, Association nationale des Assistant(s) de Service Social

Revue française de service social, 2015, n° 257, 155 p.

- *Entre institutions et population : droit des personnes, contraintes des institutions, place des travailleurs sociaux*
- *Forces, fragilités et rupture des liens sociaux : quelle vision du "vivre ensemble aujourd'hui" ?*
- *Le développement social, avenir du travail social ?*
- *Discussion : du revenu minimum d'insertion à l'Assemblée nationale*
- *Le travail social de secteur à l'épreuve des logiques managériales*
- *Retrouver le sens et le lien dans le contexte actuel de l'action sociale. Table ronde*
- *Les Etats généraux du travail social : quelles perspectives et quelle "refondation" du travail social*
- *Les ateliers :*
 - * *le non-recours aux droits*
 - * *les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : impacts sur le travail social*
 - * *Partage d'informations et secret professionnel : quels usages, quels objectifs ?*
 - * *Du croisement des savoirs à la compétence*
 - * *Le respect de la temporalité*
 - * *Sortir des "sentiers battus" pour favoriser la mobilisation citoyenne : l'expérience de la Maison Goudouli*
- *Du consentement quand la vulnérabilité s'installe*
- *Pour une éthique des pratiques professionnelles*

L'action sociale face aux publics précaires "invisibles". Eléments de réflexion sur les formes et les mécanismes de "l'invisibilité sociale"

FORS - recherche sociale, 07/2015, n° 215, 144 p.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_travailleurs_sociaux_FORs.pdf

- *La pauvreté et l'exclusion sociale de certains publics mal appréhendés par la statistique publique*
- *Les travailleurs sociaux : coproducteurs ou témoins de l'invisibilité sociale ?*
- *"Permettre aux personnes d'exprimer comment selon elles, il faut lutter contre la pauvreté"*

Les chiffres clés de la pauvreté et de l'exclusion sociale. 2015

CNLE, 2015, 81 p.

http://www.cnle.gouv.fr/Les-chiffres-cles-de-la-pauvrete.html?var_mode=calcul

Cette brochure qui "regroupe une large sélection des indicateurs dressant l'état des situations de pauvreté et d'exclusion sociale en France", en exploitant les données publiées au fil des mois par un grand nombre d'organismes tels que l'INSEE, l'ONPES, la DREES, le Fonds CMU, etc.. Ce document a pour but, précise le CNLE, "de permettre, sous un format clair, synthétique et accessible à tous, d'appréhender les différents enjeux sociaux ainsi que les mesures politiques, les prestations et les dispositifs mis en place afin de réduire les inégalités sociales et la pauvreté".

Social : réparer ou reconstruire ?

Projet, n° 346, 06/2015, p. 6-69

Au sommaire du dossier :

- *Pour qui comptent-ils ?*
- *"Dans la charité, je vois une soumission "*
- *Protection sociale : au-delà du coût*
- *Pourquoi le non recours ?*
- *Le travail social sur la sellette*
- *"Partir du désir de la personne"*
- *Pouvoir d'agir*
- *L'action associative face aux défis de la solidarité*
- *Québec : les "assistés" font front commun*
- *Aider ou faire cause commune ?*
- *Quand l'individu s'émancipe grâce aux autres*
- *L'école de production ou la confiance retrouvée*

Travail social : une nécessaire refondation

Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2252, 12/01/2015, p. 19-24

Des travailleurs sociaux fragilisés par la crise : le projet des états généraux du travail social, qui sont censés "donner aux politiques sociales les professionnels dont elles ont besoin", semble en décalage avec les préoccupations du terrain. Témoignages.

- travailler autrement pour changer la relation à l'utilisateur : mettre en place des actions collectives et des équipes pluridisciplinaires permet de faire évoluer le regard des usagers sur le travail social et, inversement, celui des travailleurs sociaux sur le public. Des professionnels œuvrent déjà dans ce sens. Expérience : Meurthe-et-Moselle : dans un bus, professionnels et habitants accueillent le public.

- "Les acteurs du social ont toujours su de positionner en temps de crise", selon Henri Pascal, sociologue, ancien formateur, la connaissance de l'histoire du travail social, qui n'a cessé d'évoluer, peut fournir des réponses à des travailleurs sociaux en plein questionnement.

L'ISIC : des pratiques actuelles à l'intelligence collective / DUBASQUE Didier, BONAL Elsa, DE ROBERTIS Cristina, ORSONI Marcelle, ROMAGNAN Micheline, BOULAY-DIOT Hermeline, VACHE Véronique, GOSSELIN Tiphonie

Revue française de service social, 2015, n° 259, p. 8-123

- *Réflexions et références théoriques*
- *L'intervention sociale d'intérêt collectif en pratique : une production d'intelligence collective*
- *Quelle place pour l'intelligence collective dans le travail social ?*

L'intervention sociale à l'épreuve des nouvelles questions sociales. Eléments pour une prospective. / KERTUDO Pauline, VANONI Didier

FORS - recherche sociale, 07/2014, n° 211, 94 p.

- *Politiques sociales, action sociale et travail social : revue de questions pour une prospective*
- *Face au double mouvement de division et de déqualification du travail social, la nécessité de redonner du sens au projet social territorial*
- *Entre identité professionnelle et culture institutionnelle : les ambiguïtés et les tensions auxquelles s'affrontent les métiers du social.*
- *La gestion des organismes HLM comme réponses aux nouveaux enjeux de société*

Les travailleurs sociaux confrontés à la "surexclusion"

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2840, 03/01/2014, p. 18-21

Avec l'installation durable de la crise économique, une population grandissante passe à travers les mailles du système de protection sociale. Cumulant les difficultés, elle confronte les professionnels à la rigidité et au cloisonnement des dispositifs.

L'accélération du changement dans notre société. Son impact sur la profession

Revue française de service social, n° 251, 12/2013, p. 8-87

- *Inventer de nouveaux modèles d'organisation en action sociale*
- *Société et travail social*
- *Les ambitions d'un professionnalisme : le social worker selon Mary E. Richmond*
- *Alchimie de la profession : entre unité et diversité*
- *Réflexions autour de quelques spécificités du travail social en psychiatrie*
- *Innover, c'est prendre conscience*
- *Positionnement et Questions d'une assistante de service social spécialisée « personnes âgées » face à 10 ans d'évolutions de service.*
- *La construction d'une identité professionnelle constitue un atout pour faire face à l'accélération du changement*
- *Présentation d'un travail d'intervention sociale d'intérêt collectif mené par les travailleurs sociaux de l'action sociale de la SNCF*
- *Le Traumatisé Crânien (TC) à l'épreuve de l'Intervention Sociale d'Intérêt Collectif*

Les (nouveaux) territoires du social. Comment faire société aujourd'hui ?

Vie sociale, 2011, n° 2, 183 p.

L'évolution sociale et politique a conduit notre pays à deux attitudes contradictoires. La décentralisation et la nouvelle distribution des compétences a entraîné la création de services d'action sociale départementaux dont les rapports les uns avec les autres ne sont guère évidents, ce qui amène des disparités dont certaines sont assez fortes et à une parcellisation de l'action sociale, que ne parviennent plus à réguler suffisamment les services de l'État. En même temps que se produit cet éclatement à travers nos divers territoires, on s'aperçoit que la politique sociale ne saurait se limiter à l'action sociale. Elle touche de nombreux autres secteurs : justice, jeunesse, éducation, environnement, immigration, travail, santé, sans oublier les finances. Si les territoires géographiques sont dispersés, les territoires de compétences auraient besoin de se rapprocher pour mener un politique claire, qui permette vraiment de lutter contre l'individualisme et faire société, car il n'y a pas de citoyenneté sans sentiment d'appartenance. Pris entre ces deux éléments, saurons-nous les dépasser pour trouver une nouvelle harmonie sociale ? Cette question est au cœur des réflexions issues du colloque, organisé en janvier 2011 à Aubervilliers, intitulé « Faire société autrement ». C'est en travaillant sur nos différences mais aussi sur nos valeurs de base, telles que notre constitution les rappelle – liberté, égalité, fraternité, laïcité – ce qui fait de notre État un État social, que nous pouvons tisser ensemble les liens utiles et faire de chacun de nous un citoyen.

Pour mieux vivre ensemble / WORMS Jean-Pierre

Vie sociale, 2/2011 (N° 2), p.167-169

www.cairn.info/revue-vie-sociale-2011-2-page-167.htm.

Le travail social au risque de la pacification sociale ? / CASTEL Robert, BOUCHER Manuel

Actualités sociales hebdomadaires, 09/10/2009, n° 2627, p.36-40

Crise du modèle d'intégration, évolution libérale des politiques et territorialisation, apparition de la question ethnique... D'auxiliaire d'intégration, le travail social est-il en passe de devenir un auxiliaire de pacification sociale et culturelle ? Telle est l'une des questions centrales qui émerge du débat organisé par les « ASH » entre Robert Castel et Manuel Boucher. A partir de leurs travaux, les deux sociologues confrontent leurs regards sur les changements qui traversent le travail social.

3 / VERS DES PRATIQUES NOUVELLES POUR LES TRAVAILLEURS SOCIAUX : PRESENTATION ET ANALYSE D'EXPERIENCES DE TERRAIN

A / Parole et savoir des usagers

Participation. Le pouvoir aux usagers

Direction(s), 01/2016, n° 138, p. 24-31

Confortée par la loi 2002-2, la participation des usagers des établissements et services sociaux et médico-sociaux franchit un nouveau cap. Développement du pouvoir d'agir, pairémulation, autodétermination... C'est un changement de regard et un nouveau mode de relation qui se construit, et dont témoigne le questionnement des équipes sur leurs missions et leurs postures. Des interrogations auxquelles doivent répondre les directions. La prise en compte des personnes accompagnées, expertes de leur vécu et reconnues comme partenaires, nécessite en particulier de revoir les formations afin d'accompagner ce changement de paradigme.

- « Nous sommes tous des usagers », Entretien avec Marcel Jaeger, professeur eu Cnam
- Ni malades, ni concurrents, mais adhérents, expérience de l'association Espoir 54
- Un comité d'usagers incubateur de projets (Csapa de l'Eure)

<http://www.espoir54.org/>

Un week-end en mecs avec les parents / LEHUEDE Clara

Vie sociale et traitements, 2016, n° 129, p. 114-116

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2016-1-page-114.htm>

Éducatrices avec des enfants placés en mecs, nous sommes parties d'un constat et d'une envie d'aller plus loin dans le travail auprès des familles, hors les murs de l'institution, hors d'un quotidien rythmé par des temps formels

La participation des usagers dans la construction des politiques sociales : un chambardement dans un jeu d'acteurs ? / DUCRETTET Guy

EMPAN, 2016, n° 102, p. 130-134

Les États généraux du travail social ont pour ambition de refonder le travail social. L'un des axes retenus est la place de l'utilisateur et sa participation à l'élaboration des politiques sociales. Le cas d'utilisateurs en situation d'isolement et de vulnérabilité interroge cet axe et met en lumière les limites du modèle participatif dans le contexte actuel. Face à l'injonction législative de participation des usagers, comment les relations entre les différents acteurs de l'intervention sociale, (usagers, bénévoles, professionnels, institutions) peuvent-elles être repensées pour répondre aux devoirs d'assistance et de protection ? Quels sont les enjeux pour les responsables des institutions du travail social ?

Université populaire de parents. Parents en recherche, pratiques professionnelles en question /

RENAUD Beatrice, PACHOD Laurent

EMPAN, 2016, n° 102, p. 106-111

Les parents aidés en protection de l'enfance ont-ils des ressources ? Groupe de parents constitués depuis 2013 en Université populaire de parents (upp), tout au long de cet article, nous constaterons que les parents ont des savoirs. Parfois, ils ne les soupçonnent pas et les professionnels peuvent les aider à en prendre conscience. D'autres fois, les professionnels ne les reconnaissent pas. Mais l'intérêt de la mesure pour les parents est lié à la reconnaissance de leurs savoirs.

Prise en compte des plus pauvres : éclairage historique / BRODIEZ-DOLINO Axelle

Quart monde, 2016, n° 238, p. 43-48

Intervenue dans le cadre du séminaire Campus, en août 2015, l'auteure nous parle ici de l'évolution du regard porté sur les personnes en situation de pauvreté et de la nécessité de donner toute leur place à leur parole et leur pensée.

<http://www.atd-quartmonde.org/perception-plus-pauvres-histoire-long-cours/>

Une méthode pour élaborer les "projets familles" avec les habitants / JESU Frederic

Gazette sante social (la), 12/2015, n° 124, p. 46

L'élaboration d'un "projet familles" permet l'accès à la prestation "animation collective familles". Dans le Rhône, CAF et centres sociaux ont conçu une méthode pour favoriser la participation.
<http://www.centres-sociaux.fr/>

La protection de l'enfance. La parole des enfants / LACHARITE Carl, SELLENET Catherine, CHAMBERLAND Claire

Presses de l'Université du Québec, 2015, 302 p.

Ne parle pas qui veut ni qui peut, mais souvent celui qui est désigné par l'institution pour le faire. Dans le contexte de la protection de l'enfance, la parole des enfants et des parents est rarement entendue, et les marges d'action qui en découlent sont souvent réduites. Rendre audibles ces voix oubliées, tel est l'objectif central de cet ouvrage. Ce sont en effet sur celles-ci que se sont appuyés les auteurs pour repérer les enjeux de la recherche et de la pratique en protection de l'enfance. Conscients qu'ils peuvent eux aussi, à leur corps défendant, participer à la domination qu'ils dénoncent, ils ne négligent pas de s'interroger sur leurs propres pratiques de chercheur, sur leurs capacités ou incapacités à rendre compte d'un univers vécu qui n'est pas le leur. L'ouvrage présente ainsi les principaux défis soulevés par le recueil et la prise en compte de la parole des enfants et des parents qui gravitent dans l'orbite du dispositif de protection de l'enfance. Il comporte une série d'études mettant en relief l'enfant ou le jeune qui s'exprime sur lui-même et sa vie, de même que le point de vue des parents, autant ceux qui bénéficient des divers services en protection de l'enfance que ceux qui participent à cette protection en accueillant un enfant en danger.

http://extranet.puq.ca/media/produits/documents/2803_D4253-FP.pdf

« Légitimer la parole des parents » à travers leur travail de recherche

Actualités sociales hebdomadaires, 20/11/2015, n° 2934, p. 19

L'Université populaire des parents d'Albertville (Savoie) devrait bientôt terminer une recherche sur la reconnaissance des savoirs expérientiels des parents en protection de l'enfance. Retour sur une démarche présentée le 12 novembre, lors du colloque anniversaire des ASH, avec Patrice Calmo, ancien directeur de l'association Le Gai Logis, aujourd'hui consultant spécialisé dans la mise en œuvre du pouvoir d'agir dans les projets institutionnels au sein du cabinet Qualéva.

La capacité : approche procédurale des vulnérabilités

Extrait du dossier de la MRIE 2014, p. 331-340

http://www.mrie.org/images/MRIE/mrie/MRIE/DOCUMENTS/DA/Dossier_2014_Pauvretes_Precarites_Exclusions_c.pdf

Le savoir des usagers. Approche clinique et volonté institutionnelle : donner une place au savoir qui s'ignore. Réflexion et témoignage depuis une Maison d'Enfants à Caractère Social / DELHAYE

Pascaline, GOUBET Rudy, PENNEL Franck, LEROY Delphine, TIERRIE Cécile

Cahiers de l'actif (les), 09/2014, n° 460-461, p. 223-234

Ce texte a fait l'objet d'une communication lors du 5ème Congrès de l'AIFRIS le 4 juillet 2013 à Loos. On entend classiquement par usager toute personne faisant l'objet d'une intervention d'acteurs de l'action sociale. Soit, mais comment une équipe peut-elle mettre en œuvre une volonté d'accorder à cet usager, non une place d'objet d'une action dont l'acteur est le professionnel, mais bien une place de sujet porteur d'un savoir sur lui-même ?

La pauvreté : une normalisation effrayante / FOURNIVAL Christian

EMPAN, 06/2014, p. 131-136

La pauvreté ne cesse de s'amplifier bien au-delà du concept qui permet de la définir. Elle génère des préoccupations et semble pour certains économistes s'apprécier en termes de coûts. Elle révèle les soubassements de notre société avec ses seuils comptables et une condition, pour ceux qui la vivent, révélatrice d'endémie, de ruptures, de rejets, d'incapacité ... Leur parole doit être écoutée et considérée. Ce qui est bon pour eux n'est plus suffisant : il faut faire avec eux et les récits de vie sont, en ce sens, précieux. Porteurs de valeurs sûres, les pauvres ne sont pas dans un fatalisme social et économique : le croche-pied à une condition humaine inacceptable est réalisable.

La participation des invisibles / ANGOTTI Matthieu

Esprit, 10/2012, p. 164

De nombreux dispositifs d'aide sociale ne parviennent plus à toucher leur public, alors que, d'évidence, les besoins sont nombreux. Pour corriger la construction de telles politiques publiques qui se révèlent déphasées, il faut associer en amont ceux qui en seront les destinataires. Un processus de participation prometteur mais plein de chausse-trappes.

Participation des personnes précaires : un processus à relancer

Actualités Sociales Hebdomadaires - 09/03/2012 - n° 2750 - p. 28-31

La France fait figure de mauvais élève pour la participation des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion à la définition des politiques publiques. Frilosité des élus, manque de mobilisation des travailleurs sociaux, sentiment d'inutilité de la part des habitants ou des usagers, les freins sont nombreux. Pour autant, l'échec des politiques de lutte contre la pauvreté pourrait relancer la machine

Des recommandations pour une "révolution culturelle"

En moins de cinq ans, les recommandations de bonnes pratiques participatives se sont multipliées. Un phénomène admis par tous qui tend à montrer que les esprits sont mûrs

Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ? / NUSSBAUM Martha

Flammarion, 2012, 300 p.

Si le produit intérieur brut d'un pays augmente chaque année et que le pourcentage de personnes privées d'instruction et de soins médicaux grandit lui aussi, ce pays est-il vraiment en progrès ? Nos indicateurs économiques échouent à saisir la réalité des vies individuelles. Nos théories du développement ignorent les plus élémentaires besoins de dignité. Mais il existe une alternative : l'approche des capabilités, sans doute la plus novatrice et la plus prometteuse des contributions de la philosophie politique à la question de la justice sociale. Que sont les capabilités ? Ce sont les réponses à la question : « Qu'est-ce que cette personne est capable de faire et d'être ? ». Au fil d'une passionnante discussion, Martha Nussbaum propose une liste de capabilités, garantes de domaines de libertés si centraux que leur absence rend la vie indigne. Son approche se présente comme une contribution au débat national et international, et non comme un dogme qui devrait être accepté en bloc. Une fois évaluée, soupesée, comparée avec d'autres, si elle résiste à l'épreuve de l'argument, elle pourra être adoptée et mise en œuvre. Autrement dit, les lecteurs de ce livre seront les auteurs du prochain chapitre de cette histoire du développement humain.

Penser la pauvreté sans priver les pauvres de leur pensée / THOMAS Hélène

Revue Quart monde - 05/2010 - p. 54 - 58

Les discours experts, savants et politiques sur la grande pauvreté et sur les moyens à mettre en oeuvre pour l'éradiquer, persistent à considérer les pauvres principalement comme marqués par la privation ou la menace d'exclusion : il faudrait les considérer autrement, comme citoyens dotés de libertés imprescriptibles, et ainsi les libérer d'une sujétion personnelle dans laquelle ils sont engagés, pour partie du fait des dispositifs ségrégatifs qui leurs sont appliqués. Au colloque "La démocratie à l'épreuve de l'exclusion", à Sciences Po Paris, (décembre 2008) l'auteur a examiné la possibilité de changer de regard en suivant la perspective Joseph Wrésinski.

http://www.joseph-wresinski.org/IMG/pdf/Helene_Thomas_18_decembre_2008_revu.pdf

La voix des acteurs faibles - De l'indignité à la reconnaissance / PAYET Jean-Paul, GIULIANI

Frédérique, LAFORGUE Denis - Presses Universitaires de Rennes - 2008 - 248 p.

En proposant le concept d'« acteur faible », cet ouvrage ouvre une réflexion nouvelle permettant de penser l'autonomie des individus pris dans des relations asymétriques avec des institutions. Constituer des causes, délier les langues, rendre les voix audibles : trois processus sont ainsi examinés à la lumière d'études de terrain (travail social, école, logement, centres sociaux, prison...), études qui éclairent le jeu complexe des luttes de reconnaissance, des politiques institutionnelles et des dispositifs de prise de parole.

La parole des parents d'enfants placés dans les établissements habilités par l'ASE / FIACRE P.

Vie sociale, n° 3, 2007, p. 97-110

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2007-3-page-97.htm>

En s'interrogeant sur le lien entre la voix des précaires et les langages du social, on cherche à décrypter un rapport de pouvoir. La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale prévoit la participation des personnes bénéficiant des politiques sociales à l'élaboration de celles-ci. En 2002, la Délégation ANCREAI Ile-de-France a participé à l'élaboration du schéma d'organisation sociale du département des Yvelines. Pour associer les familles d'enfants placés à la détermination des actions à mettre en œuvre, il a été décidé de mener une enquête auprès de vingt-cinq familles. Cette démarche était originale puisque les parents d'enfants suivis par l'ASE n'ont pas souvent la possibilité de participer à la définition des options politiques dans le champ de la protection de l'enfance. L'enquête a permis de dégager des pistes d'amélioration de la qualité de l'action des services de l'ASE. Cependant, si cette démarche a consisté à rendre utiles des discours individuels, elle n'a pas contribué à faire émerger une position politique des bénéficiaires. Que faudrait-il inventer pour prendre en compte la voix des bénéficiaires dans une réflexion contradictoire, d'une manière directe, non médiatisée ?

A la recherche du développement socialement durable: concepts fondamentaux et principes de base / BALLETT Jérôme Ballet, DUBOIS Jean-Luc Dubois et MAHIEU François-Régis, Développement durable et territoires, Dossier 3, 2004, mis en ligne le 23 février 2004, 10 p.

<http://developpementdurable.revues.org/1165>

B / Les compétences des familles dans la construction d'une place pour l'enfant

A hauteur d'enfant

Quart monde, 03/2016, n° 237, p. 3-43

L'enfant né dans un environnement démuné prend connaissance de sa pauvreté en naissant. Dans son corps, dans son psychisme, dans l'ambiance de la maison, il la ressent, même s'il ne fait pas encore de comparaison avec d'autres enfants. Plus encore la sait-il dès qu'il sort du quartier ou dès qu'il entre à l'école. Mais il n'a pas d'images et de mots pour l'accompagner dans cette expérience.

Université populaire de parents. Parents en recherche, pratiques professionnelles en question

RENAUD Beatrice, PACHOD Laurent

EMPAN, 2016, n° 102, p. 106-111

Les parents aidés en protection de l'enfance ont-ils des ressources ? Groupe de parents constitués depuis 2013 en Université populaire de parents (upp), tout au long de cet article, nous constaterons que les parents ont des savoirs. Parfois, ils ne les soupçonnent pas et les professionnels peuvent les aider à en prendre conscience. D'autres fois, les professionnels ne les reconnaissent pas. Mais l'intérêt de la mesure pour les parents est lié à la reconnaissance de leurs savoirs.

Démocratiser les relations éducatives : la participation des enfants et des parents aux décisions familiales et collectives / JESU Frédéric, LE GAL Jean

Chronique sociale, 2015, 512 p.

Les structures familiales et les institutions éducatives s'ouvrent peu à peu, ici et là, à d'authentiques démarches de coéducation. Elles en viennent par là même à découvrir qu'elles peuvent et doivent rendre celles-ci nécessairement démocratiques et par là même reconsidérer au passage le statut de l'enfant, devenu non plus objet mais acteur. La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), adoptée en 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies, et ratifiée par la France, éclaire les voies de cette coéducation démocratique.

La conviction éducative profonde de cet ouvrage est que la participation des enfants à la vie familiale et sociale, dans une collectivité fondée sur le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques, est essentielle pour les préparer à être les acteurs engagés et responsables d'une société libre. Le propos est donc centré sur la démocratisation des relations éducatives au sein des familles (parents et enfants), dans les institutions à vocation éducative mais aussi dans les différentes circonstances où se discutent et se prennent des décisions publiques qui concernent l'éducation, familiale et extrafamiliale, des enfants.

Ce travail comprend des supports de réflexion et d'action, des expériences de terrain notamment dans le cadre de projets territoriaux associant l'ensemble des acteurs concernés

Famille, parenté, parentalité et protection de l'enfance. Quelle parentalité partagée dans le placement ? Témoignages et analyses de professionnels

ONED, 09/2013, 136 p.

<http://www.oned.gouv.fr/publications/famille-parente-parentalite-protection-lenfance>

- *Introduction : La place des parents, de l'enfant et des professionnels. Pistes de réflexion pour la pratique*

Xavier Charlet

- « J'ai toujours su que j'avais deux familles ». *La parenté et la parentalité interrogée du point de vue des enfants et des jeunes confiés, Pierrine Robin*

- *Émotions et interactions complexes dans la famille d'accueil, Jean Cartry*

- *Parentalité et protection de l'enfance : élargir le cercle de l'enfant pour assurer sa sécurité et son bien-être, Mohamed L'Houssni*

- *Le soutien à la parentalité à travers les actes usuels relatifs aux enfants confiés, Jean-Michel Permingeat*

- *Enjeux de la parentalité et parentalité partielle, Didier Houzel*

- *Dix arguments pour aider à l'analyse des pratiques ou l'intervention en protection de l'enfance à l'épreuve des mouvements inconscients sur lesquels se fondent les relations entre l'enfant et son parent,*

Alain Bouregba

- *Clinique anthropologique de la famille, de la parenté et de la parentalité, Yolande Govindama*

Interventions sociales auprès des familles en situation de précarité / BOUTANQUOI Michel ; BOUTIN Gérard ; THIERY Nathalie ; LACHARITE Carl ; MINARY Jean-Pierre ; BREUGNOT Pascale ; FABLET Dominique ; RURKA Anna

L'Harmattan, 2011, 140 p.

Travail avec les familles, soutien à la parentalité, voilà deux expressions familières dans le champ du travail social, tant sur le plan législatif et administratif que du point de vue des projets des équipes éducatives. Il n'en demeure pas moins nécessaire d'interroger ce que ces notions recouvrent. S'agit-il de changer les parents ou de modifier le regard des professionnels et des chercheurs en particulier sur les familles en situation de précarité ? Quelles sont les logiques à l'oeuvre : aide ou contrôle ? Les contributions rassemblées dans cet ouvrage cherchent à ouvrir la réflexion sur ce point. Il intéressera autant les professionnels que les chercheurs que ces questions mobilisent. Cet ouvrage s'adresse aux professionnels de l'intervention sociale et à tous ceux qui se destinent à l'exercice de ces métiers : assistants sociaux, éducateurs spécialisés...

http://www.aecse.net/userfiles/interventions_sociales.pdf

Familles sous aide contrainte - Paradoxe et processus d'humanisation / BERGIER Bertrand, GOURAUD François

L'Harmattan - 2011 - 266 p.

L'Annuaire statistique de la Justice de 2008 dénombrait 143455 mesures individuelles d'AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert), dont 64108 mesures nouvelles. En quoi les paroles de chacun des interlocuteurs - le juge des enfants, le mineur, le ou les parents, l'éducateur - sont-elles révélatrices de la façon dont chacun d'eux se représente les contradictions qui structurent leur situation sociale ? Quel rapport paradoxal entre l'aide et la contrainte qui structurent les mesures d'AEMO ?

Ces familles qui ne demandent rien / MUGNIER Jean-Paul

yapaka.be - 10/2011 - 32 p.

Vouloir protéger des enfants victimes de maltraitances, de négligences et tenter d'aider leurs parents pour leur permettre de se montrer plus compétents, amène régulièrement les intervenants de la protection de l'enfance à devoir faire face à un premier obstacle : comment convaincre ces familles d'accepter les aides qui leur sont proposées ou imposées ? Passée cette première difficulté, de nouvelles questions apparaissent : est-il possible d'envisager, sans excuser ni condamner, ce qui dans leur histoire a pu conduire des parents à se montrer à ce point défaits ? Comment s'assurer, ensuite, que ces aides, laisseront des traces positives durables dans l'histoire de ces familles ? Ce texte propose d'apporter des pistes de réflexions pour permettre à chacun de trouver des réponses à ces interrogations et lutter contre le sentiment de découragement que souvent ces familles inspirent.

http://www.yapaka.be/sites/yapaka.be/files/ta53_ces_familles_qui_ne_demandent_rien_temps_darret_web.pdf

La compétence des familles - Temps, chaos, processus / AUSLOOS Guy

Erès, - 2ème édition, 2010, 173 p.

Faire de la thérapie n'est pas résoudre des problèmes ou corriger des erreurs mais se plonger dans le mystère des familles et de leur rencontre. Ceci implique de passer d'une thérapie où le thérapeute observe à une thérapie où le thérapeute s'observe pour refléter à la famille compétente cette perception qui permet de laisser émerger "l'autosolution".» Ainsi dans ce livre qui reflète sa carrière déjà longue de praticien et de théoricien systémique, Guy Ausloos exhorte le lecteur à se laisser pénétrer par le mystère de la famille compétente plutôt qu'à rechercher des recettes pour traiter la famille dysfonctionnelle. Les difficultés et les mutations des statuts parentaux, la perte des valeurs traditionnelles, la violence sociale, l'incertitude quant à l'avenir devant le chômage et la maladie, l'évolution des modèles professionnels, etc., déstabilisent les familles qui ont aujourd'hui besoin d'être confortées dans leur parentalité pour accompagner leurs enfants vers l'âge adulte. Par ses récits cliniques vivants issus de son expérience auprès d'adolescents et de jeunes adultes, dans le champ de la déviance et de la psychiatrie, ainsi que par une réflexion théorique constamment réactualisée et élargie, Guy Ausloos nous guide dans cette passionnante aventure du soin direct apporté lors des crises familiales et institutionnelles.

Familles et professionnels de l'action sociale - Eduquer ensemble / FONDATION D'AUTEUIL ;

PAISANT Chantal

Editeur : Chronique sociale, 03/2009

*Ces dernières années, d'un pays européen à l'autre, l'évolution des cadres législatifs de la protection de l'Enfance et de la Jeunesse ont tendu à accorder une place centrale aux familles, dans les relations avec les établissements accueillant leurs enfants. Les dispositifs de soutien aux parents dans leur rôle éducatif, les alternatives au placement se sont multipliées. Les modalités d'intervention sociale se diversifient. Cependant, la collaboration entre Familles et Institutions, Familles et professionnels du travail social ne s'improvisent pas. Mettre en œuvre concrètement des démarches éducatives en coresponsabilité ne va pas de soi. **Quels déplacements supposent-elles dans les représentations des rôles et attitudes professionnelles ?** Sur quels fondements construire sa pratique professionnelle? Quels sont les lieux de tension possible, les difficultés? Des universitaires (psychothérapeutes, sociologues, philosophes, spécialistes des sciences de l'éducation), des professionnels de l'action sociale, des associations de parents, croisent ici leurs approches. Plus de 20 expériences significatives, en provenance de différents pays européens, sont analysées. Cet ouvrage contribue à relever le défi de la coéducation, à développer de nouvelles modalités de prises en charge, à modifier les pratiques éducatives pour réaffirmer la dignité des parents au-delà des difficultés et des blessures.*

Comprendre les familles pour mieux intervenir - Repères conceptuels et stratégies d'action /

LACHARITE Carl ; GAGNIER Jean-Pierre

Gaëtan Morin éditeur, 2009, 384 p

- Réalités familiales et repères conceptuels
- Les formes d'action qui touchent les familles

Réussir la protection de l'enfance avec les familles en précarité / RENOUX Marie-Cécile, NAVES

Pierre, BOUCHET Paul, Editions de l'Atelier, ATD Quart Monde, 2008, 249 p.

En France, 110 000 enfants font aujourd'hui l'objet d'une mesure judiciaire de placement hors du foyer de leurs parents. Généralement trop peu accompagnée, cette mesure entraîne de fréquents traumatismes. Incontournable dans certaines situations, elle pourrait être évitée dans bien des cas. Comment sortir de cette logique qui, au nom de la « protection de l'enfant », conduit trop souvent - notamment dans les situations de grande pauvreté - à le priver de relations vitales avec ses parents ? C'est pourtant un droit reconnu par la Convention internationale des droits de l'enfant. S'appuyant sur un dialogue aussi bien avec des parents en grande pauvreté qu'avec des professionnels concernés et l'auteur, ce livre propose une alternative à la rupture des liens familiaux, fût-elle temporaire. Cette rupture s'effectue, la plupart du temps, dans un contexte de précarité ou d'exclusion sociale. On ne peut donc intervenir pour protéger les enfants sans en tenir compte et sans agir de concert avec les parents pour les épauler dans la réalisation de leurs projets familiaux. Relatant de nombreuses expériences où les Conseils généraux et les associations soutiennent enfants et parents afin d'éviter le placement, ce livre constitue un outil judicieux d'information et de formation, notamment pour les 200 000 professionnels qui travaillent dans le secteur de l'Aide sociale à l'enfance.

De la bientraitance infantile - Compétences parentales et résilience / BARUDY Jorge ; DANTAGNAN Maryorie ; CYRULNIK Boris
Editions FABERT, 04/2007, 257 p.

La prise en charge psychologique des enfants victimes de maltraitance est une spécialité relativement nouvelle. L'approche de Jorge Barudy et Maryorie Dantagnan a ceci d'original qu'ils considèrent les phénomènes de maltraitance non plus uniquement sous l'angle d'un problème individuel mais sous celui d'un dysfonctionnement collectif : l'absence de soutien à la fonction parentale. En effet, comment devient-on parent, de préférence un bon parent ? Comment le rester dans ce parcours au long court, et semé d'embûches, qu'est l'éducation des enfants ? En explorant le rôle joué par les processus biologiques et l'environnement social, en prenant en compte les apports de la psychogénéalogie ainsi que les théories de l'attachement et de la résilience, les auteurs bâtissent un modèle pluridisciplinaire de la bientraitance. Puis, en s'appuyant également sur leur expérience clinique, ils définissent les axes de l'intervention thérapeutique qui assurera la réparation des blessures des enfants meurtris.

C / Développement social local, levier politique et stratégique en faveur de la participation

Intercommunalité : l'action sociale, levier du projet global

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/04/2016, n° 2313, p. 42-44

L'action sociale intercommunale permet de développer des structures qui jouent un rôle important dans l'attractivité d'un territoire.

Au-delà des publics fragiles, une politique sociale à l'échelon intercommunal ambitionne de s'adresser à l'ensemble de la population.

La nouvelle carte intercommunale est l'occasion de réviser et de renforcer les dispositifs qui, pour beaucoup, sont encore expérimentaux.

Expériences : CC du Coeur de l'Avesnois (Nord) ; CC du pays de l'Ourcq (Seine-et-Marne) ; CA du Choletais (Maine-et-Loire) ; CC du pays de Vendôme (Loir-et-Cher) ; CC en Terres vives (Cher) ; CA du Grand Cahors (Lot)...

<http://www.inet.cnfpt.fr/s-informer/publications-inet/decentralisation-politiques-sociales-a-aune-recentes-reformes-territoriales>

<http://www.inet.cnfpt.fr/modules/file/icons/application-pdf.png>

<http://www.adcf.org/files/Rapport-Intercommunalite-social-CAURET-CHEREAU-150706-web.pdf>

Le travail social au défi du développement social / AVENEL Cyprien

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 115-137

La notion de développement social est portée par la volonté de promouvoir la mise en œuvre de politiques émancipatrices, participatives. Dans le cadre de la décentralisation, elle traduit la volonté de s'appuyer sur l'atout de la proximité et incarne l'ambition d'une approche plus locale et partenariale des politiques publiques, afin de dépasser les approches verticales et sectorielles. Le développement social est une stratégie territoriale qui consiste à agir sur l'environnement dans tous ses aspects, à promouvoir le pouvoir d'agir individuel et collectif.

En matière de gouvernance, il appartient aux institutions en responsabilité des politiques publiques de formaliser la coopération territoriale, le pilotage politique et institutionnel dans une conception de l'intervention, ascendante, transversale, qui se traduit par la coopération de tous les acteurs autour d'un projet social de territoire. Au niveau technique, le travail social doit être orienté vers des approches globales, des pratiques plus collectives. Les egts, à travers les assises interrégionales, ont été l'occasion de mettre en avant des « pratiques inspirantes », des initiatives et des projets collectifs dans les territoires. Dès lors, il s'agit d'étendre ces pratiques et pour cela de renforcer la formation des travailleurs sociaux à l'intervention collective, de favoriser une culture de la transversalité, le décloisonnement des secteurs d'activités comme des métiers.

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0115

Le Développement social aujourd'hui : pour qui ? pour quoi ? /

Revue française de service social, 03/2016, n° 127, p. 8-113

- PREMIÈRE PARTIE : REGARDS CROISÉS

** Du progrès social au développement social local dans l'histoire du travail social*

Henri Pascal

** Le développement social et son actualité*

Geneviève Besson

** Le développement social local est-il vraiment au service des institutions, des citoyens ou des élus ?*

** Didier Dubasque*

** Travail social et développement social : la juste place*

Micheline Romagnan

** Le développement social dans les rapports officiels*

Cristina De Robertis

** Le développement social : critique de la raison politique ou les champs de l'attraction sociale*

Denis Fleurdorge

** Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation*

Marion Carrel

- DEUXIÈME PARTIE : INITIATIVES ET PRATIQUES

** Le développement social local, il est temps de passer à l'acte !*

Marie-Renée Bourget-Daïch et Marc Monneraye

** Le Val-de-Marne (94) : une collectivité promotrice du développement social local*

Aurélie Compain, Patrice Pierre

** Le diagnostic social territorial, un outil de professionnalisation pour les étudiants assistants de service social*

Joëlle Delacôte

** Témoignage*

Diagnostic social territorial pour l'impulsion d'un développement social local

Lise Bakkaus-Dokoro

** Le développement social local comme support pédagogique de la formation des travailleurs sociaux*

Brigitte Baldelli

** Action collective mise en place par le service social départemental de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis 93)*

** La santé vue à travers le théâtre*

Alice Ananou, Émilie Caudebec, Cécile Mbarga

La gouvernance territoriale des politiques sociales : entre accès aux droits et efficience de l'action [Bibliographie] / RESEAU DES DOCUMENTALISTES

CNFPT, 2016, 18 p.

http://www.cnfpt.fr/sites/default/files/biblio_gouvernance_territoriale

Bibliographie réalisée à l'occasion du colloque organisé par le Pôle des politiques sociales du CNFPT à l'INSET d'Angers les 26 et 27 mai.

Travail social. Des repères pour demain

Direction(s), 11/2015, n° 474-475, p. 22-29

Alliance avec les usagers, réforme des formations initiales, développement social... Telles sont les pistes d'action du gouvernement en faveur du travail social. Si elles emportent l'adhésion des professionnels, des craintes s'élèvent quant aux modalités de leur mise en œuvre. Qui dépendra de la mobilisation de tous, y compris des employeurs. Les travailleurs sociaux retrouveront-ils le sens de leurs missions ?

- "Les travailleurs sociaux doivent incarner le discours républicain"

- Quand usagers et étudiants croisent savoirs et pratiques

- Une longue tradition de développement social : CD de Meurthe et Moselle

Intercommunalité et développement social / CAURET Loïc, CHEREAU Antoine

ADCF, 2015, 67 p.

<http://www.adcf.org/files/Rapport-Intercommunalite-social-CAURET-CHEREAU-150706-web.pdf>

Les deux co-rapporteurs ont fait le choix d'un rapport synthétique assorti de recommandations très concrètes visant à faciliter le déploiement territorial des CIAS et mieux les articuler avec les CCAS, à mutualiser les analyses des besoins sociaux (ABS) à l'échelle des intercommunalités, à renforcer les volets cohésion sociale des projets de territoire, à revisiter la gouvernance des Caisses d'allocations familiales et à assurer la mise en cohérence, dans les bassins de vie, des politiques sociales (bloc local, département, ARS, caisses de protection sociale...).

Le rapport reprend à son compte les nombreux constats dressés dans des rapports récents (Michel Dinet et Michel Thierry, François Chérèque...) ainsi que les conclusions des Etats généraux des métiers de l'action sociale. Malgré leur poids budgétaire considérable, les politiques sociales sont marquées par une crise de sens, une dérive vers la tarification à distance qui déroutent ses acteurs. L'accompagnement social des personnes et des groupes, la mise en capacité des acteurs... doivent être réinvestis au plus vite.

L'Hérault veut libérer les énergies

Travail Social Actualités, 11/2015, n° 67, p. 20-21

Le projet social dont vient de se doter le département de l'Hérault vise à redonner du temps aux travailleurs sociaux. Il mise à une réorganisation du travail pour leur permettre de construire une relation de confiance avec les personnes qu'ils accompagnent.

Solliciter les savoirs des travailleurs sociaux : une action publique visant à la participation /

GASPAR Jean-François

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/36-solliciter-les-savoirs-des-travailleurs-sociaux-une-action-publique-visant-a-la-participation>

À la demande de la ministre de l'Aide à la jeunesse en Belgique francophone, les services d'aide en milieu ouvert ont dû rédiger un Diagnostic social local faisant état des besoins des jeunes dans leur zone d'action. Un « guide méthodologique » a été réalisé pour aider ces services dans cette démarche que la ministre voulait « participative ». Comment cette intention s'est-elle traduite ? Comment les directions et les travailleurs sociaux de ces services se sont-ils investis dans ce travail ? Se définissant comme « acteurs de terrain » comment ont-ils saisi cette possibilité de rendre compte de leurs savoirs sur les problématiques rencontrées par les jeunes ? Quel est le bilan de cette action publique ?

Processus de démocratisation d'un projet de DSL : analyse des modes de participation entre différents types d'acteurs /

PIOU Elsa, BALDELLI Brigitte

Sciences & Actions Sociales, Vol. 1, 04/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/11-dossiers-n-1/articles-n1/24-processus-de-democratisation-d-un-projet-de-dsl-analyse-des-modes-de-participation-entre-differents-types-d-acteurs>

La participation des habitants dans un projet de développement social relève d'un processus complexe. Il peut être appréhendé dans une visée d'ethnographie et par l'analyse des modes de participation. Une fois repérés, ces modes tels que « s'impliquer, contribuer, et recevoir » traduisent les relations et les interactions des différents acteurs. La proposition théorique faite par Joëlle Zask facilite l'observation de ces trois types d'expériences sociales liées au vivre ensemble, au développement personnel, à la démocratisation. Ainsi dans un projet de Développement Social Local, l'hypothèse opératoire sera pour les acteurs la recherche d'un équilibre entre ces différents modes de participation en s'appuyant pour cela sur l'analyse des pratiques et des représentations. L'équilibre des modes de participation nécessite le support de la recherche.

Le développement social pour ceux qui n'y croient pas - Développement social et protection de l'enfance

Journal de l'action sociale & du développement social (le), 12/2014, n° 192, p. 48-50

Ce que nous avons tenté d'expliquer ces six derniers mois dans ce long décryptage consacré au développement social résonne tout particulièrement dans le champ de la protection de l'enfance. Car la consolidation du lien social constitue indéniablement l'un des principaux boucliers pour protéger l'enfant. Dans cette perspective, l'objectif pour le travail social réside donc bien dans sa capacité à agir sur l'environnement des familles pour les sortir de leur isolement. Revue en détails des changements nécessaires.

Le développement social pour tous ceux qui n'y croient pas.

Quelles sont les conditions opérationnelles du développement social ? / SANCHEZ Jean-Louis

Journal de l'action sociale & du développement social (le), 09/2014, n° 189, p. 42-46

- *L'empathie comme source du management*
- *Des cartes heuristiques pour dialoguer*
- *Revitaliser l'éthique*
- *Entretenir la spécificité de l'administration locale*
- *Redéfinir la participation des habitants*
- *Le temps du dialogue*

Le développement social pour tous ceux qui n'y croient pas.

Quelles sont les conditions stratégiques du développement social ? / SANCHEZ Jean-Louis

Journal de l'action sociale & du développement social (le), 05/2014, n° 187, p. 36-39

Pour réussir le développement social, les acteurs impliqués doivent pouvoir redéfinir leur complémentarité, repenser leur coopération et voire même leur rôle, pour ce qui concerne les travailleurs sociaux. Et pour y parvenir, plusieurs conditions à la fois stratégiques et opérationnelles doivent être réunies.

CCAS de Bourg-en-Bresse - Quand l'accès aux droits est l'affaire de tous

Actes : actions et territoires du social, 04/2014, n° 447, p. 29

*Dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale, le CCAS de Bourg en Bresse pilote une **démarche participative** visant l'amélioration de l'accès aux droits. Depuis 2010, habitants, professionnels et représentants d'institutions et d'associations se concertent sur des solutions d'optimisation de l'orientation des usagers et du traitement de leurs dossiers.*
<http://www.unccas.org/banque/default.asp?id=1302>

Travailler ensemble, un défi pour le médicosocial. Complexité et altérité. / DEPAULIS Alain,

NAVARRO Jean, KAHN Axel, CERVERA Gilles

Eres, 2013, 201 p.

Le traitement et l'accompagnement des personnes vulnérables (enfants ou adultes handicapés, atteints de maladies chroniques, en état de dépendance ou socialement marginalisés) nécessitent les soins de services différents (médicaux, psychologiques ou sociaux), en principe complémentaires. L'expérience montre combien les acteurs concernés peinent à réaliser un ensemble cohérent qui préserve la spécificité de chacun. Comment travailler ensemble ? Comment éviter la dilution des différents discours dans la recherche d'un consensus synthétique ? Comment concevoir un projet commun au profit de la personne en souffrance ?

Le département doit être un développeur / GIRAUD Roland

Actualités sociales hebdomadaires, 27/09/2013, n° n° 2826, p. 24

La question sociale doit être abordée dans une approche de développement, défend l'Andass (Association nationale des directeurs de l'action sociale et de la santé des départements). Décryptage avec son président, Roland Giraud, également directeur du pôle « solidarités » du Pas-de-Calais.

Haute-Savoie. L'inspiration québécoise au service de l'enfant

Journal de l'action sociale & du développement social (le), 07/2013, n° n° 178, p. 29

Les 29 et 30 mai, à Thonon-les-Bains, l'association A.Retis s'est lancée dans une expédition collective d'un genre particulier. Menée par Mohammed L'Houssni, directeur de l'association, et Carl Lacharité, psychologue clinicien et professeur à l'Université de Québec, cette expérience vise à créer, sur le modèle québécois, une communauté de pratiques et de savoirs (CPS). L'objectif étant de pouvoir imaginer collectivement des moyens pour rapprocher les champs de la protection de l'enfance et du développement social local.

Travail social dans le Bas-Rhin. Un développement social presque parfait

Journal de l'action sociale & du développement social (le), n° 166, 04/2012, p. 24-25

Dans le Bas-Rhin, le conseil général a chargé ses sept unités territoriales de construire des projets locaux adaptés aux besoins de chaque territoire. L'exercice qui a mobilisé les quelques 350 professionnels des unités et plus de 250 partenaires, a permis d'insuffler une nouvelle dynamique sur le département.

Saint-Flour (15) - Action sociale : la gouvernance participative, ça fonctionne !

Actes : actions et territoires du social, 01/2012, n° n° 424, p. 31

A Saint-Flour, le niveau de revenus par habitant est l'un des plus faibles de France. Et la crise accroît encore les difficultés...Face à ces constats, Pierre Jarlier, maire de St Flour, a souhaité renforcer l'action sociale locale via un contrat social : un projet mobilisant élus, services déconcentrés de l'Etat, associations, acteurs de l'action sociale et partenaires privés.

D / Méthodes et techniques

1 - Eléments de réflexion et recommandations

Accompagnement - La participation en mouvement

Lien social, 14/04/2016, n° 1183, p. 25-31

La participation des personnes accompagnées par des dispositifs sociaux ou médico-sociaux s'est renforcée ces dernières années, mais elle reste inégale selon les secteurs et très dépendante de la volonté institutionnelle. Pour qu'elle ait du sens, ses conditions d'élaboration doivent être encouragées. Gros plan sur un axe fort du travail social d'aujourd'hui et de demain.

Entre autonomie et intervention...Quelle place pour le risque en action sociale et médico-sociale / TAGLIONE Catherine

Cahiers de l'actif (les), 01/2016, n° 476-477, p. 7-224

<http://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/entre-autonomie-et-intervention-quelle-place-pour-le-risque-en-action-sociale-et-medico-sociale.html>

- *Petites histoires de risque...*
- *Déclinaison des visages du risque par les professionnels*
- *Les déterminants du risque : entre valeurs et normes sociétales*
- *La place du risque dans l'intervention éducative*
- *Les clefs de détermination du positionnement professionnel en matière de risque : repérage et éclairage pluridisciplinaires*
- *Entre questionnements et recherche de perspectives : paroles de professionnels*
- *Aspirations de personnes destinataires de l'intervention*

Prise de risque: oser l'action, cultiver la responsabilité ! Actes des 6èmes Assises nationales des foyers de l'enfance, 1er et 2 décembre 2016, Paris, 2016, 29 p.

http://www.gepso.com/?cv_rub=143&reloaded#1339

La participation collective des jeunes en protection de l'enfance. Une revue de littérature internationale / LACROIX Isabelle

CREVAJ, 2016, 47 p.

<http://crevaj.ca/wp-content/uploads/2016/05/Revue-de-litt%C3%A9ratureLacroix.pdf>

« Cette participation des mineurs, des jeunes majeurs et de leurs parents dans le champ de la protection de l'enfance est également fortement encouragée par différents organismes publics tels que l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ANESM (2014) en France. Le souci est de considérer les usagers, en tant qu'« acteurs » et non plus bénéficiaires passifs des politiques publiques.

Participation. Le pouvoir aux usagers

Direction(s), 01/2016, n° 138, p. 24-31

Confortée par la loi 2002-2, la participation des usagers des établissements et services sociaux et médico-sociaux franchit un nouveau cap. Développement du pouvoir d'agir, pairémulation, autodétermination... C'est un changement de regard et un nouveau mode de relation qui se construit, et dont témoigne le questionnement des équipes sur leurs missions et leurs postures. Des interrogations auxquelles doivent répondre les directions. La prise en compte des personnes accompagnées, expertes de leur vécu et reconnues comme partenaires, nécessite en particulier de revoir les formations afin d'accompagner ce changement de paradigme.

- « Nous sommes tous des usagers », Entretien avec Marcel Jaeger, professeur eu Cnam

- Ni malades, ni concurrents, mais adhérents, expérience de l'association Espoir 54

- Un comité d'usagers incubateur de projets (Csapa de l'Eure)

<http://www.espoir54.org/>

Pour un droit à l'accompagnement garant de la participation sociale / DENIMAL Dominique

Actualités sociales hebdomadaires, 26/06/2015, n° 2916, p. 32-33

Le législateur doit reconnaître un droit à l'accompagnement social aux individus que notre système économique n'arrive plus à intégrer, défend Dominique Denimal, assistant de service social, sociologue de formation. Ce droit permettrait de les placer non plus en situation de débiteurs mais de créancier des services de l'action sociale, et de les réinscrire comme des citoyens de la société

Agir sur les vulnérabilités sociales. Les interventions en première ligne entre routines, expérimentation et travail à la marge / LEVY VROELANT Claire, JOUBERT Michel, REINPRECHT Christoph

Presses universitaires de Vincennes, 2015, 361 p.

Grâce à des enquêtes menées non pas sur, mais avec des travailleurs sociaux, cet ouvrage donne à voir très concrètement comment les vulnérabilités sociales circulent, se renforcent ou s'atténuent. Critiqué pour son appui qu'il apporterait à l'ordre social, ou au contraire loué pour l'attention qu'il donne aux plus démunis, le travail social est souvent l'objet d'approches qui ne rendent pas compte de sa réalité quotidienne. Se placer au plus près du travail des « premières lignes » permet de saisir ses ombres et ses lumières. Cet ouvrage contribue à rendre intelligibles les paradoxes et contradictions d'un milieu où la volonté de bien faire son travail se trouve confrontée aux injonctions du new public management (améliorer le rapport coût/efficacité du service) et à la montée des insécurités sociales. Il pointe également l'extraordinaire richesse de certaines des expériences engagées qui portent en germe de nouvelles manières d'intervenir dans le champ social.

Voici venu le temps de (re)trouver le sens du travail social / DALLOU Jean-Eudes

Actualités sociales hebdomadaires, 08/05/2015, n° 2909, p. 28-29

Alors que Jean-René Loubat, psychosociologue, plaidait récemment dans les ASH pour le développement du coaching social afin de prendre en compte la promotion de la personne, Jean-Eudes Dallou, directeur d'un complexe médico-social à La Réunion, dénonce une approche comportementale et cognitiviste. Le travail social doit, selon lui, se recentrer sur la notion d'engagement et les réflexions éthiques et être au service de l'émancipation du bénéficiaire.

Vous avez dit "usager" ? Le rapport d'usage en action sociale / JANVIER Roland

ESF, 2015, 158 p.

Cet ouvrage voudrait ouvrir d'autres perspectives en intégrant la notion de rapport d'usage comme élément central de la relation d'aide. Qu'entend-on par « rapport d'usage » ? Il s'agit de la manière dont des bénéficiaires d'interventions sociales ou médico-sociales, mais aussi les intervenants, « font usage » des dispositifs sociotechniques de prise en charge ou d'accompagnement.

Contre l'accusation faite à la technicisation du travail social de pervertir la qualité relationnelle entre intervenants et bénéficiaires, la prise en compte du rapport d'usage réhabilite la médiation technique comme support de l'échange. Faire usage d'un dispositif instaure une relation triangulaire entre le professionnel, le support technique lui-même et l'usager, qui s'apparente à un rapport de force : l'usager n'est plus un simple utilisateur mais un acteur inscrit dans une stratégie, dans un rapport social.

Prenant appui sur l'analyse de l'ingénierie de la loi n° 2002-2, des outils en découlant (livret d'accueil, contrat de séjour...), de l'évaluation, de journaux associatifs, mais aussi de la parole des usagers eux-mêmes sur Internet (blogs, forums...), l'auteur démontre que le rapport technique qui s'instaure dans les institutions sociales et médico-sociales peut permettre aux usagers de développer leur pouvoir d'agir.

Pédagogie et travail social. Pour un accompagnement émancipateur des individus et des groupes

DEPENNE Dominique

ESF, 2015, 159 p.

Cet ouvrage s'attache à explorer et à questionner les liens qui unissent (et/ou qui séparent) la pédagogie, l'éducation et le travail social. Tous trois se retrouvent en une raison d'être qui leur est - ou devrait être - commune : l'émancipation individuelle - et intellectuelle -- des personnes, enfants et adultes. Interroger la raison d'être de la pédagogie et du travail social, ce n'est pas seulement une "affaire pédagogique ou sociale, c'est avant tout poser la question politique : quel vivre-ensemble voulons-nous ? et comment la pédagogie et le travail social peuvent y contribuer ? autrement dit : comment bâtir une société humainement décente qui permette l'émancipation de chaque citoyen ? Cet essai s'attache à mettre en exergue le rôle capital joué par la pédagogie et le travail social dans ces questionnements.

Les pratiques des professionnels de la protection de l'enfance en matière de participation des usagers / POUCHADON Marie-Laure

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/38-les-pratiques-des-professionnels-de-la-protection-de-l-enfance-en-matiere-de-participation-des-usagers>

*Cette contribution présente les résultats partiels d'une recherche réalisée pour le compte de l'ONED portant sur la participation des usagers dans les mesures de protection de l'enfance et plus précisément sur l'analyse des modes d'association développés par les acteurs de ce champ à l'égard d'enfants et de parents faisant l'objet de mesures judiciaires ou administratives. L'étude porte sur l'analyse des politiques départementales constituées en matière de participation des usagers et de prise en compte des droits des familles, des représentations et de la réalité des pratiques professionnelles des travailleurs sociaux dans les structures d'accueil et services d'intervention sociale ainsi que sur les initiatives alternatives menées en termes de participation des usagers au sein **des différents territoires investigués (Normandie, Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur)**. L'étude a également permis de recueillir les représentations des usagers de la protection de l'enfance quant aux pratiques participatives qui leur étaient proposées.*

La place des familles dans la protection de l'enfance

Réalités familiales, 2014, n° n°104-105, 95 p.

<http://www.unaf.fr/spip.php?article17611>

- Etat des lieux
- Analyses
- Actions de terrain
- Bibliographie

L'expression et la participation du mineur, de ses parents et du jeune majeur dans le champ de la protection de l'enfance

ANESM, 12/2014, 84 p.

http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/ANESM-RBPP-Protection_de_l_enfance-Decembre_2014-INTERACTIF.pdf

Comment favoriser l'expression et la participation du mineur, du jeune majeur et des parents en protection de l'enfance ? Comment la participation renforce-t-elle le développement de l'autonomie et de la responsabilisation ? En se basant sur le cadre réglementaire et l'éthique professionnelle cette recommandation vise à promouvoir les pratiques professionnelles garantissant le droit des usagers et l'intérêt du mineur.

http://www.anesm.sante.gouv.fr/spip.php?article865&var_mode=calcul

Participation des "usagers" et transformation des pratiques professionnelles des acteurs de la protection de l'enfance / BOUCHER Manuel, BELQASMI Mohamed, POUCHADON Marie-Laure, ELOI

Mélina, PETIT Agathe

ONED, 2014, 235 p.

http://www.oned.gouv.fr/system/files/ao/aot2012.boucher_rf.pdf

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'appel d'offre thématique 2012 de l'Observatoire national de l'enfance en danger (ONED) sur le thème « la place de l'enfant au centre de la prise en charge et l'implication des parents dans les pratiques professionnelles de protection de l'enfance ». Il rend compte d'une enquête qui s'est déroulée de septembre 2012 à juin 2014

«La prise en compte des publics dans l'évaluation des politiques publiques» / MILET H., WARIN P.
Revue française d'administration publique, 03/2014, n° 148, p. 991-1002

*La prise en compte des publics des politiques publiques est un facteur essentiel de leur évaluation. Qu'il s'agisse d'une approche quantitative ou d'une approche compréhensive, la connaissance des publics concernés – leurs caractéristiques, leurs logiques d'appropriation de l'offre publique et les conséquences qui pour eux en découlent – est un élément d'analyse indispensable. Nous considérons ici les modalités de prise en compte des publics selon deux logiques de segmentation : les publics constitués **a priori** par la politique, ou pour la démarche évaluative ; les publics constitués en fonction de leur réception des **outputs** des politiques, dans le cas des publics non recourant.*

Non recours au droit / Philippe WARIN

Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation, Paris, *GIS Démocratie et Participation*, 2013
<http://www.dicopart.fr/it/dico/non-recours-au-droit>

Le travail avec les familles : de la gestion des tensions à la création d'espaces de rencontres

Cahiers de l'actif (les), n° 456-459, 05/2013, 314 p.

De nombreux textes de loi se sont succédés depuis plus de 10 ans, pour promouvoir le sacro-saint principe de participation des familles, que l'on retrouve à tous les étages des référentiels professionnels en tout genre. Alors qu'en est-il aujourd'hui de cet « idéal participatif », à l'heure où les concepts « d'empowerment » et de « compétences parentales » tendent paradoxalement à s'institutionnaliser, pour aboutir parfois même à une forme d'injonction à l'autonomie et à l'hyper-responsabilisation des familles ? Si la grande majorité des ESMS s'est déjà saisie de cette thématique notamment pour en faire l'une des pierres angulaires de leur politique de bienveillance, il apparaît que la fameuse « alliance éducative » ne va pas toujours de soi sur le terrain de la pratique et de la contractualisation ? Ce numéro des Cahiers de l'ACTIF se propose donc d'interroger les conditions du « faire ensemble » à travers la création de véritables espaces de rencontres et d'échanges autour du projet de vie de l'usager.

Sommaire :

http://w.actif-online.com/fichiers/actu/bcom_som_456.pdf

Participation des personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active au dispositif - Guide de recommandations

DGCS, 03/2012, 68 p.

http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_partic_RSA_Adiness_mai_2012.pdf

Après le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) qui, en octobre dernier, a fait part de ses propositions pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des politiques publiques, le guide de la DGCS se présente comme une base de réflexion sur la mobilisation des personnes bénéficiaires du RSA, mais également un cadre de référence destiné aux conseils généraux.

Les innovations socio-éducatives. Dispositifs et pratiques innovants dans le champ de la protection de l'enfance / BREUGNOT Pascale, LHUILLIER Jean-Marc

Presses de l'EHESP, 2011, 316 p.

Dans le secteur socio-éducatif et le champ de la protection de l'enfance, les années 1990 ont été marquées par le développement de nouvelles modalités d'intervention auprès des familles. Plusieurs départements français ont vu naître des dispositifs intermédiaires entre soutien à domicile et suppléance familiale, visant à limiter les placements et à restaurer la place des parents auprès des enfants. Ces innovations socio-éducatives, comme les appelle Pascale Breugnot, ont ouvert la voie à un renouvellement des pratiques et ont nourri certaines orientations de la réforme de la protection de l'enfance du 5 mars 2007. S'appuyant sur les résultats d'une recherche exploratoire menée auprès d'une vingtaine de structures de protection de l'enfance, Pascale Breugnot décrit un mouvement général de transformation des interventions guidé par la primauté de l'éducatif sur le répressif.

Recommandations pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des politiques publiques

CNLE, 10/2011, 57 p.

<http://www.cnle.gouv.fr/Recommandations-pour-ameliorer-la>

Le rapport se compose de trois grandes parties présentant successivement les enjeux de la participation des personnes en situation de pauvreté, l'état des lieux des pratiques de participation expérimentées tant par le secteur associatif que par les administrations et les collectivités territoriales, et enfin les préconisations politiques et méthodologiques du groupe de travail qui prennent la forme d'une quarantaine de recommandations ou pré-requis, organisés autour de trois axes majeurs.

2 - Pistes d'action

• Développement du pouvoir d'agir et Empowerment

Prendre contact avec les parents dans le contexte de la protection de l'enfance : quel pouvoir exercer ? Les professionnels révèlent leurs stratégies axées sur l'empowerment / Louise LEMAY, Marika LUSSIER-THERRIEN, Isabelle PROULX, Guillaume CHAREST, Nathalie LEFEBVRE

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/>

Comment les intervenants sociaux exercent-ils leur pouvoir dans leur rapport avec les parents dans le contexte de la protection de l'enfance ? Cet article porte sur les stratégies utilisées lors de la prise de contact pour favoriser l'empowerment des parents. L'étude qualitative explore le point de vue de 30 professionnels issus de deux centres jeunesse du Québec. Elle rend compte d'une panoplie de stratégies axées sur la nécessité de situer le contexte et les pouvoirs en jeu, de créer un lien et de se connaître mutuellement en tant qu'humain. Enfin, elles visent à contrer les forces structurelles qui structurent négativement la perception des parents et à susciter leur participation.

L'empowerment, entre puissance et impuissances. Le cas des violences conjugales et intrafamiliales / TREPOS Jean-Yves

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/32-l-empowerment-entre-puissance-et-impuissances-le-cas-des-violences-conjugales-et-intrafamiliales>

On propose un modèle d'action publique articulé en trois dimensions (ontologique, politique, technique) pour rendre compte des difficultés du travail en coopération de deux groupes d'équipes prenant en charge, en Belgique, les violences conjugales et intrafamiliales. Ces équipes s'efforcent de surmonter leurs difficultés par des dispositifs de réflexivité qui mettent au cœur de l'action, l'empowerment ; une notion qu'elles ne jugent pas seulement pertinente pour désigner le travail qui s'accomplit au sein de leurs publics, mais qui vaut aussi au sein de leur collectif de coopération, dès lors que sont travaillés différents modes d'attachement aux dispositifs de coopération.

L'activation et la capacitation des individus au concret. Le cas des accompagnements individualisés de Réussite éducative / GOIRAND Stéphanie

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/35-l-activation-et-la-capacitation-des-individus-au-concret-le-cas-des-accompagnements-individualises-de-reussite-educative>

*Cet article propose d'analyser la manière dont se jouent au concret, dans la relation d'aide avec les intervenants sociaux, les logiques d'activation, de participation des usagers, ainsi que de capacitation. Il s'appuie sur un travail empirique mené auprès d'intervenants et de parents bénéficiaires, aussi considérés comme « acteurs », impliqués dans des « parcours individualisés » **dans le cadre du dispositif de Réussite éducative**. Nous montrons comment l'intervention, par les interactions entre parents et intervenants, cherche à influencer sur les subjectivités et les capacités individuelles, invitant le public à se mobiliser et à modifier ses pratiques, ici éducatives. Au-delà de la transformation des individualités, c'est un processus de normalisation et de contrôle social que l'on voit poindre*

Efficacité et Empowerment en protection de l'enfance / DEFAUX Stéphanie

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/39-efficacite-et-empowerment-en-protection-de-l-enfance>

L'évaluation vient s'imposer en France dès les années 1970 par le biais des politiques publiques avec l'idée d'une rationalisation des choix budgétaires afin d'assurer la maîtrise des dépenses. Le champ de la protection de l'enfance n'échappe pas à ces évolutions et, dans une perspective d'efficacité, la loi sur la réforme de la protection de l'enfance du 5 mars 2007 impose la création d'un dispositif : la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes. Cette nouvelle injonction, combinée à l'empowerment, influe sur les pratiques des professionnels en charge de l'évaluation des situations de ces enfants repérés. Que devient la relation à l'utilisateur ?

Penser l'empowerment, la participation ou l'activation : la lente et difficile émergence du concept d'acteur en sociologie / GILBERT Yves

Sciences & Actions Sociales, Vol. 1, 04/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/17-varia/16-penser-l-empowerment-la-participation-ou-l-activation-la-lente-et-difficile-emergence-du-concept-d-acteur-en-sociologie>

L'objet de cet article est d'explorer le concept d'acteur à partir d'un ancrage dans le courant de la sociologie d'intervention (et, plus généralement, des sciences sociales d'intervention). La première partie rappelle comment des sociologues ont dû batailler pour faire accepter le concept d'acteur (contre une doxa déterministe) et comment, au fil des cheminements, ils ont réussi à le faire exister pour expliquer un certain nombre de situations sociales et sociétales et de changements ou de mouvements. La deuxième partie de ce texte, cherche à tirer les conséquences d'une approche actionnaliste sur les questions de l'empowerment, de la participation et de l'activation.

Développement du pouvoir d'agir : une nouvelle approche de l'intervention sociale / JOUFFRAY

Claire

Presses de l'Ehesp, 2014, 232 p.

Les travailleurs sociaux font actuellement face à des injonctions paradoxales : faire plus avec moins et faire « avec » les personnes tout en devant les inscrire dans des dispositifs préconstruits... Pour nombre d'entre eux, le malaise est profond, car ils ressentent que leurs actes ne portent plus les valeurs à l'origine de leur choix professionnel. L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA) peut les aider à redonner du sens à leur pratique. Plus qu'une traduction possible du concept d'empowerment, le DPA permet de produire du « pouvoir d'agir » par la mobilisation d'un ensemble de savoirs théoriques et pratiques : la construction du problème concret, le repérage des acteurs, de leurs enjeux et de leur contexte, l'implication des personnes concernées dans la définition des problèmes et des solutions, la conduite contextuelle de l'intervention et la démarche d'action conscientisante. Des professionnels francophones (France, Belgique, Québec) témoignent dans cet ouvrage des différentes pratiques qu'ils ont initiées, rompant avec la posture du travailleur social expert. Et les résultats sont là : leur mise en mouvement entraîne celle des personnes qu'ils accompagnent et a également une incidence structurelle, tant sur les établissements dans lesquels ils exercent qu'en termes d'engagement plus collectif. Ils disent ainsi renouer avec les fondements du travail social

Participation des usagers : Empowerment, une contre-culture pour le travail social /

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2886, 05/12/2014, p. 26-29

En une dizaine d'années, le concept nord-américain d'empowerment est devenu un enjeu majeur du travail social en France. Le développement du pouvoir d'agir des personnes, formule plus consensuelle dans l'Hexagone, ouvre la perspective d'un renouveau des pratiques participatives. Mais, selon ses promoteurs, il ne se fera pas sans remises en cause.

- Travail social communautaire : quelles spécificités ?

Peut-on dégager des spécificités dans les démarches d'empowerment des habitants inspirées par des professionnels du social ? C'est le sens de la recherche-action sur les interventions sociales communautaires (2013-2015) lancée par le réseau SPISC

<http://www.cnlaps.fr/CNLAPS/SPIsC/la-recherche-action-spisc>

<http://congres2013.centres-sociaux.fr/>

L'empowerment : au-delà du terme, vers une démarche particulière / DURAND Maëlle

EMPAN, n° 94, 06/2014, p. 144-148

http://www.cairn.info/revue-empn-2014-2-page-144.htm#anchor_abstract

Au-delà de sa caractéristique d'être intraduisible, l'empowerment est une notion anglo-saxonne adaptable en France, notamment dans le domaine de l'action sociale. En mettant les acteurs et les usagers au cœur de leurs responsabilités, cette notion se transforme en un processus proactif. L'article est basé sur des exemples d'organismes à but non lucratif américains. Il montre en quoi les choix de financement, la participation active des membres, la gestion ciblée des bénévoles et la pratique de l'évaluation permettent, entre autres, d'engendrer une telle démarche.

Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (empowerment) et pratiques sociales. Une approche susceptible de contribuer à une dynamique de développement durable / VALLERIE Bernard

Collectif pouvoir d'agir, 03/2014, 8 p.

<http://pouvoirdagir.fr/2014/05/05>

Bernard Vallerie, professeur à l'université Pierre Mendès France de Grenoble au département Carrières sociales, propose une analyse de l'intérêt du développement du pouvoir d'agir dans une dynamique de développement durable. Ce texte dresse un rapide historique de la notion d'empowerment et de l'utilisation possible dans le cadre des pratiques sociales. Enfin, ces deux éléments lui permettent de se pencher sur l'intérêt de cette démarche dans une dynamique de développement durable.

Equité territoriale et pouvoir d'agir dans l'espace métropolisé : vers un nouveau régime de politiques publiques / MOREL Stéphanie, ESTEBE Philippe, ROSSIGNOL Nicolas, DELEPOULE

François, FAGNONI Christel, DINH Hélène

Informations sociales, n° 182, 03/2014, p. 80-88

La dynamique métropolitaine ne bénéficie pas de la même façon à tous. Sous l'effet notamment de la mobilité des activités et des populations, elle redessine la carte des territoires mais aussi celle de la précarité, qui se diffuse, et de la pauvreté, dont les formes se diversifient. Confrontées à des questions sociales inédites, les politiques publiques doivent changer et innover. Les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais relèvent le défi.

Mesurer la pauvreté : l'apport de l'approche par les capacités. L'exemple de l'aire urbaine parisienne en 2010 / TOVAR Elisabeth

Informations sociales, n° 182, 03/2014, p. 40-48

Face aux limites de la mesure strictement monétaire, l'approche "capabiliste" de la pauvreté permet d'en faire une évaluation plus complète et nuancée. Apprécié d'un point de vue non subjectif, le bien-être capabiliste est aussi multidimensionnel : il prend en compte les réalisations effectives des personnes et leur aptitude à convertir des ressources mais aussi leurs capacités, c'est-à-dire leurs capacités à choisir librement entre des potentialités de vie.

L'action publique au défi de l'empowerment. Progrès démocratique ou alibi politique ? / TELLIER

Thibault, CARREL Marion, ROSENBERG Suzanne, TARDIEU Bruno, CORTESERO Régis, VULBEEU Alain

FORS - recherche sociale, n° 209, 01/2014, p. 3-77

Ce numéro revient sur la complexité que recèle la notion de "pouvoir d'agir" et d'empowerment, et sur leur application en France. Dans un contexte de réforme de la politique de la ville, il est apparu en effet opportun à FORS Recherche social de se pencher sur cette notion qui intéresse la conduite des politiques publiques, mais également pour pouvoir exposer les points de vue de différents chercheurs.

L'empowerment est un humanisme : et si on accompagnait les familles autrement? La Maison des familles, une illustration possible / BEAU Christophe, Responsable " Maison des familles" Apprentis d'Auteuil, Formateur à l'ANDESI et à l'ACTIF

Cahiers de l'actif (les), 05/2013, n° 456-459, p. 239-254

<http://www.anmecs.fr/pub/CahiersActifBeau456.pdf>

Le présent article introduit quelques éléments de réflexion permettant, le cas échéant, de (re)penser des pratiques, des postures et des discours en direction de l'accompagnement des familles en contexte de vulnérabilité. L'orientation prise s'inscrit résolument dans une perspective qui cherche à promouvoir l'«empowerment» des familles, souvent dépossédées des leviers du pouvoir, du contrôle et de décision. L'expérience des «Maisons des familles» illustre ici quelques modalités d'interventions, adossées à des croyances et principes d'action, visant un meilleur accès des familles aux ressources disponibles pour exercer, renforcer et développer leurs habiletés, notamment parentales, et entrer dans le «jeu» démocratique, pleinement

Pour une réforme radicale de la politique de la ville. ça ne se fera pas sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires / BACQUE Marie-Hélène, MECHMACHE Mohamed

Ministère délégué à la ville, 2013, 97 p.

<http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-participation-habitants.pdf>

Convaincu que l'intervention citoyenne et le rétablissement de l'égalité républicaine sont des moyens efficaces de lutte contre la montée de l'abstentionnisme, des extrémismes, ou du communautarisme dans les quartiers populaires, François Lamy avait missionné Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache en janvier 2013 afin qu'ils lui fassent des propositions sur la participation des citoyens. Ces derniers ont remis leur rapport, le 8 juillet 2013, après avoir auditionné plus de 300 personnes, puis organisé une conférence citoyenne avec plus de 100 personnes pour discuter de leurs propositions.

<http://www.ville.gouv.fr/?pour-une-reforme-radicale-de-la>

L'Empowerment : une pratique émancipatrice / BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole

La découverte, 17/01/2013, 175 p.

"La notion d'empowerment ou ""pouvoir d'agir"" commence à se diffuser en France sans pour autant y trouver une traduction satisfaisante. Cet ouvrage propose une discussion critique de ses utilisations, du militantisme au management, tout en défendant l'acceptation émancipatrice du concept."

Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires /

CARREL Marion

ENS Editions, 2013, 270 p.

Veut-on vraiment que les habitants des quartiers populaires participent ? Deux analyses s'affrontent, en théorie comme en pratique, sur la participation des habitants aux politiques de la ville. La première pointe les dérives de "l'injonction participative", cette demande unilatérale et méprisante faite aux pauvres de se comporter en citoyens, sans leur donner la possibilité de débattre sur le fonctionnement des institutions. La seconde voit au contraire dans la participation un levier pour leur émancipation sociale et politique et l'amélioration de l'action publique. Le croisement de plusieurs perspectives d'analyse et terrains d'enquête permet de dépasser cette vision binaire et de rendre compte de la manière dont les problèmes sociaux, économiques et urbains sont débattus dans l'espace public. L'ethnographie de la participation aide à mieux comprendre la manière dont les habitants prennent part, ou non, à la définition et à l'évaluation des politiques publiques qui les concernent. Cet ouvrage montre que l'apathie des habitants des quartiers d'habitat social n'est qu'apparente ou plutôt qu'elle se développe dans des contextes d'interaction particuliers. Sous certaines conditions, au contraire, de nouvelles formes de contre-pouvoir, engendrées par l'activité délibérative des "artisans de la participation", émergent dans les milieux populaires.

Interventions sociales et empowerment (développement du pouvoir d'agir) / VALLERIE Bernard, LE

BOSSE Yann, JOUFFRAY Claire, PORTAL Brigitte, BUENO CAZEJUST Martine

L'Harmattan, 2012, 192 p.

Cette analyse du développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités va ici se limiter au champ des interventions sociales. Dénonciation des pratiques standardisées, réflexion et action s'effectuant avec et non sur, prise en compte de la complexité des enjeux en présence, décentration des seules caractéristiques individuelles pour s'intéresser aux composantes structurelles, constituent ainsi des repères pour les intervenants œuvrant dans la perspective d'une plus grande justice sociale.

L'empowerment dans les ateliers de cuisine : entre enjeux et pratique / LEPELTIER Céline

Vie Sociale - 2011 - n° 3 - p. 51-64

Cet article présente les principaux résultats d'une recherche portant sur l'empowerment des personnes en situation de précarité dans les ateliers cuisine mis en oeuvre dans les épiceries sociales et solidaires. Il s'intéresse au concept d'empowerment dans les pratiques en travail social comme réponse pour lutter contre les inégalités sociales et la précarité. Cette recherche vise à décrire les pratiques des animateurs et leurs effets sur les personnes en situation de précarité qui y participent, afin d'étudier comment ils peuvent contribuer ou non au changement dans leurs pratiques alimentaires.

http://www.banquealimentaire.org/sites/default/files/guide_pratique_16mars_bat_2.pdf

Adhésion des usagers : derrière la belle intention.../ JOUFFRAY Claire

Actualités sociales hebdomadaires, 24/09/2010, n° 2675, p. 24-25

<http://andadpa.free.fr/>

La recherche de l'adhésion des usagers constitue un impératif catégorique pour les travailleurs sociaux. Mais elle n'est pas dénuée d'ambiguïtés ni d'effets pervers, analyse Claire Jouffray, formatrice et consultante, présidente de l'Association nationale pour le développement de l'approche « Développement du pouvoir d'agir » (AndaDpa).

Vers de nouvelles pratiques participatives ? / BINGEN Aline, HAMZAOUI Mejed

Les politiques sociales, 2010, 109 p.

http://www.lespolitiquessociales.org/PDF/nouvelles%20pratiques%20participatives_006.pdf

- *Présentation*

Mejed Hamzaoui, Aline Bingen

- *L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir (DPA) : présentation d'un outil d'accompagnement*

Manon Chamberland, Yann Le Bossé, Annie Cayouette, Suzie Martineau

- *Participation des vulnérables dans la société d'insertion*

Mejed Hamzaoui, Dimitri Léonard, Michaël Lebrun

- *Contre les inégalités du "pouvoir d'agir", augmenter les capacités*

Bernard Fusulier, Francesca Sirna

- *Pratiques partenariales et pouvoir des parents : quels référentiels ?*

Louise Lemay, Renée Giguère

- *Le développement du pouvoir d'agir de femmes en contexte de guerre*

May Hazaz

- *Développer le pouvoir d'agir des personnes et articuler les temps sociaux*

David Laloy

- *Des outils pour une intervention sociale participative*

Sébastien Kabw Mukanz

- *Développement social et participation en formation : défi ou simulacre ?*

Sylvie Poizat

- *Regard éthique sur l'approche des capacités de M. Nussbaum*

Catherine Bert

L'empowerment, un concept pour la France ? / DANE Carole

Vie sociale, 2007/2 (n° 2), p. 59-72

https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2007-2-page-59.htm#anchor_abstract

L'auteure explore le concept d'empowerment aux États-Unis et s'interroge sur son émergence aujourd'hui en France. Travailleuse social et politologue, elle s'appuie sur ses recherches et ses expériences à la fois dans les ghettos des États-Unis et dans les quartiers français « en difficulté ». La notion d'empowerment, difficilement traduisible, peut être rapprochée des processus de « développement social » en France avec la participation active des habitants autour d'objectifs de justice sociale. Portées par des structures à but non lucratif, les stratégies d'empowerment tendent à accroître le pouvoir des habitants à travers des mouvements de pression pouvant aller même jusqu'à l'affrontement avec les pouvoirs publics.

• Les conférences familiales

La conférence familiale : devenir acteur de sa vie / DAATSELAAR Hélène

Empan, n° 62, 2/2006, p.136-139

www.cairn.info/revue-empan-2006-2-page-136.htm

La conférence familiale désigne un processus qui mène à la prise de décisions par la famille. L'objectif est de résoudre un problème concernant un enfant en danger. La conférence permet à la famille de choisir avec tous ceux qui lui sont proches les ressources à mettre en œuvre pour sa résolution.

Family Group Conferencing. Une pratique internationale de développement des compétences des familles fondée sur le concept d'empowerment / ALFÖLDI Francis, Paul ZOLTAN BAN

Cahiers de l'actif (les), n° 318-319, 11-12/2002, p. 13-25

À l'heure où la loi de rénovation du 2 janvier 2002 donne la priorité à la « protection des personnes », tandis que ses dispositions sont sensées garantir « l'exercice des droits et libertés individuels » et ce « à toute personne prise en charge par des établissements et services sociaux et médico-sociaux », on se demande réellement dans quelle mesure l'utilisateur aura davantage la parole dans les pratiques courantes de l'aide psychosociale moderne. Certes la nouvelle loi édicte la règle et elle accomplit le louable effort de définir les principes ; mais elle ne dit rien sur les méthodes. Il revient aux praticiens du social de trouver les moyens de rendre effective l'obligation légale du respect de l'utilisateur. Les pratiques françaises étant décidément frileuses dans ce domaine, il peut s'avérer heuristique, d'emprunter certaines innovations prometteuses en provenance de l'étranger

• Clinique de concertation

La réorganisation d'une MECS. Le pari du positif

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2844, 24/01/2014, p. 20-23

<http://concertation.net/site/wp-content/uploads/2014/02/MECSNimes-ASH-Janv14.pdf>

Résumé : A Nîmes, la maison d'enfants à caractère social de la Communauté Costes a su allier une réorganisation nécessaire avec le souci du soutien aux familles. A l'aide d'une méthode encore récente, les travailleurs sociaux sont amenés à bousculer leurs schémas habituels.

- Méthodologie : la clinique de la concertation

** une coconstruction entre famille et professionnels*

** le sociogénogramme, carte des acteurs et des interactions*

Dénoncer les fautes ou énoncer les parcours? A propos de la «Clinique de Concertation» en

MECS / PAYAN David, Directeur de la MECS de la Communauté Coste, Nîmes

Cahiers de l'actif (les), 05/2013, n° 456-459, p. 227-238

<http://concertation.net/site/ressources/wp-content/uploads/sites/2/2013/05/ACTIF-10.2014-La-CdC-en-MECS-D.-PAYANpdf.pdf>

La « Clinique de Concertation » une approche novatrice pour l'accompagnement des situations de détresses multiples.

Lettre concertative n° 5, Concertation.net, 06/2011, 62 p.

Ce texte est le reflet des interventions et des discussions qui ont animé la journée de sensibilisation à Nantes le 9 juin 2011 à l'initiative du Réseau de Prévention C.A.R.E. Voir l'intervention du Dr LEMAIRE : « Les personnes dont nous nous occupons pourraient-elles nous stimuler, nous aider, nous accompagner à mieux travailler ensemble »

Consulter les actes :

<http://concertation.net/site/ressources/category/ecrits/ecrits-concertatifs/lettres/>

Une association entre école et famille - Trait d'union

Actualités sociales hebdomadaires, 18/02/2011, p. 34-37

Résumé : A Saint-Ouen-l'Aumône, en banlieue parisienne, l'association Ecole et famille s'efforce de restructurer les liens entre les familles et l'institution scolaire au moyen d'un travail de réseau, fondé sur les principes de la clinique de concertation. Immersion dans une pratique complexe.

Protection de l'enfance. L'investigation de nouveaux champs à explorer

Actualités sociales hebdomadaires, 11/09/2009, p.28 -31

Alors que les mesures d'investigation sont appréciées par les magistrats car elles constituent une véritable aide à la décision et qu'elles sont bien acceptées par les familles, dont elles respectent l'expression, elles sont en perte de vitesse. La diminution des moyens, les évolutions de la loi et des besoins des juges... expliquent ce paradoxe. Cette situation invite les acteurs du dispositif à repenser leur intervention.

- Quand les familles deviennent expertes : depuis 2006, le service social de l'enfance Olga-Spitzer à Nanterre propose à ses équipes d'action éducative en milieu ouvert judiciaire ou d'investigation de se former à l'approche de la « clinique de concertation ».

Faut-il apprendre à être parent(s) ? / DELATTRE Dominique

Cathode (La), 2007

Pamela et Olivier se préparent dans l'attente de la naissance de leur enfant et s'interrogent beaucoup sur leur devenir de parents, comme l'on fait aussi, en leur temps, Bernard et Anne T. lorsqu'ils ont adopté leurs deux enfants. Pour Fabrice et Véronique n'apprend-t-on pas surtout de ses enfants ? Mais comment faire au mieux avec ses enfants quand on est une mère seule comme le sont Sahlia et Naceira ? Quant à Annie et Bernard V. quel soutien trouver pour leur fils Michael souffrant de phobie scolaire alors que les institutions sèment le doute sur leur capacité à être de bons parents ?... Autant d'exemples de parentalité qui renvoient avant tout au souci de bien faire, et qui contrastent fortement avec les discours culpabilisants sur les parents démissionnaires.

Comment se faire sujet ? Philosopher à partir des « Cliniques de Concertation » / MANIGLIER

Patrice

Actes du troisième congrès international de la Clinique de concertation, Paris, 10-11 mars 2006, 70 p.

<http://concertation.net/site/calendrier/congres/>

• Recherches actions collaboratives

Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance / Les chercheurs

ignorants

Presses de l'EHESP, 2015, 240 p.

La recherche-action collaborative permet de faire émerger toute la richesse des échanges entre praticiens réflexifs et chercheurs professionnels, tous désireux de faire évoluer la connaissance en sciences humaines et sociales. Ce livre témoigne de cette aventure collective et dresse un état des lieux de ces pratiques de recherche. En quoi tentent-elles de construire le savoir d'une manière différente, renouvelée, par rapport aux approches académiques classiques ? Que disent-elles du rapport à la réalité des acteurs sociaux et des chercheurs ? En quoi transforment-elles éventuellement le réel et quels en sont les enjeux épistémologiques ?

Enfance en danger. Chercheurs et praticiens transforment les pratiques

Gazette sante social (la), 04/2015, n° 117, p. 36-38

Dans l'action sociale, la recherche peut parfois être déconnectée des réalités du terrain. L'objectif est d'irradier la pratique par les résultats de la recherche et de ressourcer la recherche par la pratique. Les politiques publiques étant construite sur la visibilité des publics, l'Oned cherche à comprendre les problématiques pour éviter que certains publics n'échappent à l'administration. En France, la politique de l'enfance est principalement fondée sur des droits universels et sur les services publics et rend difficile un système d'évaluation chiffré.

<http://www.oned.gouv.fr/>

Recherche-action participative, collaborative, intervention...Quelles explicitations? / Christian

GONZALEZ-LAPORTE. Rapport de recherche Labex Item, 2014, 28 p.

<http://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01022115/document>

Recherche en travail social : les approches participatives / PARUREL Dominique

Champ social Editions, 2014, 396 p.

Cet ouvrage reprend les interrogations sur ce que peut être l'approche participative dans la recherche en travail social en fonction des destinataires de l'intervention, par rapport aux relations de pouvoirs et dans la construction des savoirs. La diversité des chercheurs et de leurs approches reflètent l'état des travaux aujourd'hui sur la recherche participative à propos de la question sociale en Europe. D'autre part, Dominique Paturel, chercheuse à l'Inra, qui a dirigé cette publication, fait partie de ces chercheurs qui ont le souci de l'interface entre le développement, la recherche et la société.

Déconstruire l'Aide sociale à l'enfance : la pensée des travailleurs sociaux, à la rude épreuve des enfants rroms / OTT Laurent

Journal du droit des jeunes, 05/2014, p. 12-21

Les observations et analyses qui suivent, reposent sur une expérience, portant sur une durée de six ans, de la rencontre et de l'écoute du discours des travailleurs sociaux concernés. Ces observations et analyses ne reposent sur aucun dispositif d'enquête préalable ou établi. De ce fait on ne saurait nier le caractère intuitif, voire spéculatif de cette recherche en action, comme de ce texte. Pour autant, il me semblerait erroné de rejeter l'ensemble de ce travail sur de tels motifs. En effet, les constats et l'expérience sur lesquels celui-ci repose, sont répétés, collectifs et ont fait l'objet d'échanges d'expériences et de réflexion partagée entre de nombreux acteurs, notamment dans le cadre de nos réunions de travail associatives. (Extrait)

Recherches-actions collaboratives : une autre construction des savoirs

Actualités sociales hebdomadaires, 31/05/2013, n° n° 2812, p. 22-25

Les recherches qui associent les acteurs à la réflexion se développent, notamment dans le champ de l'action sociale, sous des appellations diverses qu'on peut regrouper sous le terme de « recherches-actions collaboratives ». Du 27 au 29 mai, l'Institut régional supérieur du travail éducatif et social de Bourgogne organisait le premier colloque international sur le sujet.

• Théorie du Care

L'accueil familial comme laboratoire du care / OUI Anne, SERAPHIN Gilles

Etudes, 05/2016, p. 41-50

L'accueil familial en protection de l'enfance se révèle un véritable laboratoire du care. Il met en œuvre des pratiques de soins à l'égard de l'enfant placé ; les accueillants bénéficient depuis longtemps d'une forme de reconnaissance par le statut d'assistant familial. Dévoiler les enjeux auxquels est soumise toute action publique qui repose sur une activité de care permet de souligner les progrès nécessaires pour valoriser l'intérêt de l'accueil familial.

Quand l'individu s'émancipe grâce aux autres / BRUGERE Fabienne

Projet, n° 346, 06/2015, p. 59-67

<http://www.cairn.info/revue-projet-2015-3-page-59.htm>

Une société d'individus est-elle incompatible avec une société où l'on prend soin d'autrui ? Au contraire ! Pour F. Brugère, ces requêtes se rejoignent désormais : le travail social consiste ainsi à permettre aux individus de reconquérir leur puissance d'agir.

Etre protégé : liberté, aliénation et accompagnement

Sociographe (le), 06/2015, n° 50, p. 7-113

L'action publique se réfère de plus en plus à des populations identifiées comme vulnérables et qu'il convient de protéger. La protection juridique des majeurs est à la croisée d'enjeux autour du vieillissement, de la dépendance, du handicap, de la précarité sociale et économique, de la santé et questionne les solidarités. Les conduites d'abandon et de surprotection sont deux grands risques qui privent la personne de sa dignité et de ses libertés. Des situations qui amènent à des réflexions éthiques sur l'accompagnement global, l'empowerment et le care.

<http://www.irts-lr.fr/le-sociographe.html>

« Théories et pratiques du care : comparaisons internationales »

Humanis Agir pour le care, 2014

<http://www.agirpourlecare.com/2014/04/07/colloque-2013/#more-540>

Synthèses des tables rondes du colloque international consacré aux « Théories et pratiques du care : comparaisons internationales » (13 et 14 juin 2013) avait pour ambition d'apporter un éclairage nouveau sur la question des significations, des pratiques et des politiques liées au care en tant que travail. Ce travail matériel, technique et émotionnel est façonné par des rapports sociaux de sexe, de classe, de «race»/ethnie, entre différents protagonistes. Les commanditaires et les bénéficiaires du care, ainsi que tous ceux qui encadrent, supervisent ou prescrivent le travail sont concernés. Le care n'est pas seulement une attitude attentionnée. C'est un travail qui recouvre un ensemble d'activités matérielles et de relations consistant à apporter une réponse concrète aux besoins des autres. On peut aussi le définir comme un rapport de service, de soutien et d'assistance, rémunéré ou pas, impliquant un sens de la responsabilité vis-à-vis de la vie et du bien-être d'autrui.

- Synthèse n°1 « Care et rapports sociaux » – colloque Agir pour le care d'Humanis 2013.

- Synthèse n°2 « Care et dépendance » – colloque Agir pour le care d'Humanis 2013.

- Synthèse n°3 « Care, famille et travail à domicile » – colloque Agir pour le care d'Humanis 2013.

- Synthèse n°4 « Care et action publique » – colloque Agir pour le care d'Humanis 2013.

L'éthique du care permet d'aller vers une économie plus humaniste

Actualités sociales hebdomadaires, 20/09/2013, n° 2825, p. 34-35

Dans l'économie classique, seuls la loi du marché et l'intérêt individuel comptent. Aujourd'hui, avec l'émergence de l'éthique du « care », des chercheurs tentent d'introduire dans cet univers ultrarationnel des notions comme l'altruisme, l'empathie ou les émotions. L'économiste Emmanuel Petit pose dans un ouvrage les bases de ce que pourrait être une économie humaniste.

L'éthique du care / BRUGERE Fabienne

Presses universitaires de France, 2011, 127 p.

Quand Carol Gilligan a énoncé dans Une voix différente (1982) l'idée que les femmes ont une autre manière de penser la morale que les hommes, elle ne s'est pas contentée d'élargir la division des sexes à la morale. Elle a mis en avant un concept largement occulté et laissé à l'état de friche, le care. En portant l'attention sur ce « prendre soin », ce souci des autres, l'éthique du care pose la question du lien social différemment : elle met au cœur de nos relations sociales la vulnérabilité, la dépendance et l'interdépendance. Elle rend ainsi audible la voix des fragiles et met en garde contre les dérives conjointement marchandes et bureaucratiques de nos sociétés néolibérales. Cet ouvrage propose une synthèse des recherches autour de la notion de care et montre en quoi cette philosophie sociale constitue aujourd'hui un véritable projet de société.

3 - Autres expériences innovantes

Logement social. Un jury citoyen participe à l'étude des dossiers des familles et fixe des critères de priorité (Salon-de-Provence -Bouches-du-Rhône)

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 01/02/2016, n° 2302, p. 49

En mettant en place un jury composé de citoyens et de représentants associatifs, la ville veut réintroduire de la transparence dans l'attribution de logements du parc HLM.

Y aller par quatre chemins. Quartiers populaires et participation des habitants / CRDSU,

PROFESSION BANLIEUE (SAINT-DENIS), RESO VILLES, TRAJECTOIRE RESSOURCES

2015, consulté le 11/02/2016

<http://www.yallerparquatrechemins.fr>

Y aller par 4 chemins ! est un site internet consacré à tous ceux qui travaillent dans les quartiers populaires, pour les aider à mettre en place de nouvelles formes de participation des habitants. Elle propose des expériences concrètes conduites dans les territoires, des analyses et des points de vue d'acteurs.

Protection de l'enfance. Logement et accompagnement à domicile, un duo gagnant depuis près de vingt ans

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/06/2016, n° 2323, p. 52-53

Il s'agit de désengorger l'internat de l'accueil mères-enfants et de faciliter l'accès des familles à l'autonomie, tout en maintenant le lien avec les institutions. Le dispositif « Dalhia » bénéficie aux femmes enceintes, aux jeunes mères ou aux pères isolés avec leurs enfants ayant besoin d'un accompagnement à la parentalité. Un logement est attribué à la famille puis les services sociaux assurent un suivi à domicile. Un système de baux glissants permet aux familles de rester dans le logement.

Un dispositif d'accueil intégré. Un « village » autour des enfants

Actualités sociales hebdomadaires, 24/06/2016, n° 2966, p. 26-30

Créée en 2007, l'association RETIS a développé un dispositif intégré de protection de l'enfance dans le département de la Haute-Savoie. Un montage novateur, en lien avec des acteurs de la société civile, qui offre de multiples possibilités aux enfants et à leurs parents.

<http://www.aretis.fr/>

http://www.oned.gouv.fr/sites/default/files/dispositifs/Dpt74_SEMOH_RETIS_0.pdf

Violences conjugales : un lieu pour les enfants. Victimes collatérales

Actualités sociales hebdomadaires, 03/06/2016, n° 2963, p. 22-26

A Châtillon (Hauts-de-Seine), le centre d'hébergement Flora-Tristan pour femmes victimes de violences conjugales dispose d'un espace qui accueille spécifiquement leurs enfants. Les petits peuvent y exprimer leur vécu de la violence pendant que leurs mères sont reçues en entretien.

Jeunesse : la Nouvelle-Calédonie ouvre de nouvelles voies

Journal de l'action sociale (le), 04/2016, n° 190, p. 34-41

Derrière la carte postale, il y a un sacré défi : la Nouvelle-Calédonie doit parvenir à résoudre la contradiction entre la volonté de se construire un destin commun et le désarroi de sa jeunesse. Et c'est important à la veille d'échéances électorales importantes sur son avenir avec le référendum sur l'indépendance prévu en 2018. C'est pourquoi tous les acteurs locaux se mobilisent à l'image de la commune de Païta qui s'est engagée dans une démarche résolument novatrice qui pourrait, demain, inspirer toutes les villes de France.

- "Destin commun" et jeunesse : prévenir le risque d'une rupture

- De la prévention à la protection : la même éthique

Recherche sociale. Les jeunes « incasables » révèlent l'inventivité des professionnels

Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2016, n° 2950, p. 20-23

Face à des mineurs sous-main de justice qui les mettent en difficulté, les intervenants éducatifs bricolent au quotidien des réponses inventives en marge des cadres d'intervention standard. Un « art de faire » souvent invisible, en tout cas peu reconnu par l'institution, qu'éclaire, dans toute sa complexité (y compris émotionnelle), une recherche, très attendue, qui vient d'être rendue publique.

- Réhabiliter le "travail des émotions"

<http://www.gjp-recherche-justice.fr/publication/lordre-educatif-recompose-de-lart-de-la-prudence-dans-laccompagnement-des-mineurs-sous-main-de-justice/>

O'près, au plus près des familles

Apriles.net, 02/03/2016

<http://www.apriles.net/index>

Afin de proposer aux familles en situation de grande fragilité concernées par une mesure de protection de l'enfance un accompagnement éducatif basé sur le partage des actes du quotidien et de soutenir l'investissement parental, des professionnels engagés dans une association, O'près, mettent en place une action, Capactiv'34, qui expérimente des actions collectives co-construites avec les familles.

<http://www.opres.fr/>

Les adolescents en difficultés : quels accompagnements sur les territoires ? (1ère partie)

Bulletin d'information du CREA I Bourgogne, 01/2016, n° 350, p. 7-14

L'Action Collective Nationale de formation action croisée proposée par l'OPCA UNIFAF sur « les adolescents en difficultés, quels accompagnements sur les territoires ? » a été conduite par le réseau des CREA I de 2012 à 2015 en direction des établissements et services adhérents d'UNIFAF. Elle a permis à des professionnels cadres, socio-éducatifs et soignants, ancrés sur des territoires communs et travaillant dans des univers professionnels différents de partager une réflexion et d'actualiser leurs connaissances autour des situations qu'ils partagent. Ainsi, des professionnels d'établissements et de services du secteur de la protection de l'enfance et du secteur du handicap, de « première ligne » ou d'encadrement, ont pu participer ensemble à cette action.

http://ancreai.org/sites/ancreai.org/files/bilan_national_apn_unifaf_2015-07.pdf

Une expérience d'atelier d'art-thérapie en maisons d'enfants à caractère social : un autre espace clinique / DELHAYE Pascaline, GOUBET Rudy, ROPART Dany

Vie sociale et traitements, 2016, n° 129, p. 108-113

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2016-1-page-108.htm>

Pendant deux ans, un atelier d'art-thérapie s'est déroulé en Maison d'enfants à caractère social (mecs). Les deux psychologues de l'établissement et l'art-thérapeute témoigneront dans cet article de cette expérience, aussi riche que rare, et du potentiel clinique qui peut ressortir d'un tel atelier en mecs

Un week-end en mecs avec les parents / LEHUEDE Clara

Vie sociale et traitements, 2016, n° 129, p. 114-116

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2016-1-page-114.htm>

Éducatrices avec des enfants placés en mecs, nous sommes parties d'un constat et d'une envie d'aller plus loin dans le travail auprès des familles, hors les murs de l'institution, hors d'un quotidien rythmé par des temps formels

Accompagnement en économie sociale et familiale (AESF) et Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF). Deux interventions à domicile pour la protection de l'enfance

CNAPE, 2016, 9 p.

<http://www.cnape.fr/files/rapports/606.pdf>

Ces deux interventions de protection de l'enfance sont aujourd'hui trop peu utilisées, sans doute parce que méconnues, ou délaissées au profit d'autres actions de protection. Elles méritent pourtant tout l'intérêt des professionnels : elles répondent à des problématiques familiales qui ont un impact sur les besoins fondamentaux de l'enfant, et par conséquent, sur son développement et son bien-être. La fiche a pour objectif de rappeler le cadre juridique de ces deux interventions, leur cadre d'action, et les spécificités de l'accompagnement éducatif et budgétaire. Elle met surtout en avant les spécificités de cet accompagnement dans le cadre de la protection de l'enfance puisqu'il s'adresse aux familles dans l'intérêt de l'enfant.

Rencontrer un parent différent. L'expérience des espaces de rencontre pour le maintien des relations enfant-parents / BEDERE Serge, MORAELE Emmanuelle

EMPAN, 2016, n° 102, p. 78-84

Qu'un parent bénéficie d'un suivi ou, parce qu'il est hospitalisé, de l'accompagnement d'un soignant à l'espace de rencontre, qu'il n'ait pas de prise en charge ou soit en rupture de soins, que la situation dépende du juge des enfants, d'une mesure aemo, d'un placement en famille d'accueil mais aussi du juge aux affaires familiales, certains espaces de rencontre mettent en place pour ces parents des modalités d'accueil spécifiques ; d'autres prennent appui sur le collectif pour atténuer les effets de résonance. Il s'agira de témoigner de ces pratiques à partir de celle du premier espace créé : le Point rencontre de Bordeaux.

Travailler avec les familles en maison d'enfants à caractère social / MATHIEU Isabelle, GAULTIER Sydney

Actualités sociales hebdomadaires, 13/11/2015, n° 2933, p. 30-31

Comment collaborer avec les parents dans le cadre de la contrainte judiciaire du placement de leur enfant ? C'est possible en mettant en place un ensemble de dispositifs et en pensant le lien entre eux dans le cadre d'une démarche globale et soutenue par l'institution, défendent Isabelle Mathieu, ergologue et directrice du Centre scolaire éducatif de « La Plantaz », une maison d'enfants à caractère social(1), et Sydney Gaultier, psychologue clinicien.

Participation des familles : la démocratisation inachevée

Actualités sociales hebdomadaires, 30/10/2015, n° 2931, p. 26-28

La participation des parents et des enfants aux mesures les concernant n'est pas encore complètement entrée dans les mœurs. Cette démarche inaboutie risque fort de le rester si le système n'est pas profondément remanié. Telle est l'analyse du sociologue Manuel Boucher et de l'équipe de chercheurs avec qui il a mené l'enquête dans plusieurs départements.

- Participation : il y a loin de la coupe aux lèvres

Loi après loi, la nécessité d'associer davantage les usagers aux mesures qui leur sont dédiées est réaffirmée. Mais les principes ont du mal à passer dans les pratiques.

Protection de l'enfance. La Moselle se fait évaluer par les usagers.

Gazette sante social (la), 10/2015, n° 122, p. 47

Peu de départements se risquent à évaluer l'impact des mesures de protection de l'enfance sur les enfants et leur famille. La Moselle a pris ce pari, pour améliorer ses pratiques.

Des actions co-construites avec les usagers. Des citoyens à part entière

Actualités sociales hebdomadaires, 18/09/2015, n° 2925, p. 24-28

Installé dans un village du Calvados d'à peine plus de 500 habitants, le CHRS Le Fil d'Ariane s'est imposé au fil des années comme un acteur de premier plan du tissu rural local. Il a reçu, en 2014, le 4e prix des Trophées régionaux de l'innovation sociale AG2R-La Mondiale.

Participation des usagers : un rapport dresse un bilan plutôt positif des conseils consultatifs

Actualités sociales hebdomadaires, 04/09/2015, n° 2923, p. 7-8

Cinq ans après la création du Conseil consultatif des personnes accueillies et accompagnées (CCPA) et sa déclinaison, à partir de 2011, en 21 conseils régionaux (CCRPA), une évaluation menée à la demande de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) en dresse un bilan « extrêmement positif du point de vue de la dynamique des instances », tout en formulant des recommandations visant à les pérenniser.

Rapport final évaluation de la démarche de participation des personnes accueillies ou accompagnées au sein du ccpa et des ccrpa, CNLE, 2015

http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Asdo_DGCS_Rapport_eval_2015.pdf

Une expérience de pédagogie sociale. Redonner du sens à l'action

Actualités sociales hebdomadaires, 21/08/2015, n° n° 2921, p. 22-26

Dans l'Essonne, l'association Intermèdes Robinson propose des activités fondées sur les principes de la pédagogie sociale : accueil inconditionnel, inscription dans la durée, fonctionnement communautaire... Un mode d'intervention non conventionnel.

<http://assoc.intermedes.free.fr/>

Une MECS intervenant à domicile. Relations de confiance / GUILLER Audrey

Actualités sociales hebdomadaires, 13/03/2015, n° 2901, p. 24-27

Créé en 2004, au sein de la MECS de Carcé, en Ille-et-Vilaine, le Sésame accompagne des enfants placés à domicile...L'occasion, pour les éducateurs, de travailler différemment avec les parents, dans une relation de proximité et de coopération qui rassure et déculpabilise l'enfant.

Protection de l'enfance - Mieux évaluer les situations familiales pour mieux intervenir

Actualités sociales hebdomadaires, 13/03/2015, n° 2901, p. 28-31

A la croisée des sphères publique et privée, du devoir de protéger les enfants et du droit des parents à exercer leur autorité, l'évaluation des situations familiales fait l'objet d'une attention renouvelée. De plus en plus méthodique, la démarche tend également à être davantage participative, ce qui bouscule les pratiques professionnelles.

- Quelle place pour les familles ?

Aide sociale à l'enfance. Quand les bouches commencent à s'ouvrir... / MOORS Candice

Travail Social Actualités, 02/2015, n° 59, p. 29-31

Le conseil général de l'Essonne expérimente, depuis le printemps dernier, un comité destiné aux usagers de l'aide sociale à l'enfance pour instaurer un climat d'écoute mutuelle. Entre tâtonnements et début de dialogue, reportage lors de la seconde réunion de ce comité.

Protection de l'enfance. Placement à domicile : une troisième voie ? / SEDRATI DINET Caroline

Actualités sociales hebdomadaires, 13/02/2015, n° 2897, p. 30-33

Entre le maintien à domicile et le placement en foyer éducatif ou en famille d'accueil, le placement à domicile est une mesure alternative adaptée à certaines situations familiales. L'accompagnement sur-mesure de la famille, et plus uniquement de l'enfant, suppose une forte implication des professionnels qui doivent savoir évaluer les situations de danger.

- Un dispositif efficace et économique

Protection de l'enfance. La Maison : une MECS qui casse les codes

Lien social, 08/01/2015, n° 1154

En Rhône-Alpes, la maison d'enfants à caractère social de Chardonnieres-les-bains a mis en place une dynamique de co-éducation visant à protéger les enfants et à soutenir les familles. Cette notion de décroisement basée sur l'innovation, la créativité et l'ouverture a bousculé les clivages et révolutionné les pratiques professionnelles.

De l'évaluation participative des besoins à la conception du plan d'action. L'exemple du réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents en Ardèche / GIRAULT Olivier, TORRES Grégory

Politiques sociales et familiales, 2015, n° 120, p. 81-88

<https://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/publications/politiques-sociales-et-familiales/revue-des-politiques-sociales-et-familiales-ndeg-120>

L'objectif de cet article est de rendre compte de la construction et de la mise en place du plan d'action élaboré à partir d'une démarche exploratoire, partenariale et concertée. Afin de mettre en lumière cette dynamique locale, dans un premier temps, sont décrits les résultats de l'enquête et la typologie des parents réalisée avec les partenaires du Reaap. Le forum participatif est présenté dans la seconde partie de l'article car, à travers la prise en compte des conclusions de l'enquête et de la parole des acteurs institutionnels et associatifs, il a constitué un jalon indispensable à la mise en place d'un plan d'action au service des familles.

Placement à domicile - ANPASE, Biarritz, octobre 2014 / CORNIERE Hélène, ANTUNES Marianne, PIGNATEL Marie-Aimée

Journal du droit des jeunes, 12/2014, n° n° 340, p. 18-28

<http://www.cairn.info/revue-journal-du-droit-des-jeunes-2014-10.htm>

Au sommaire :

- A l'assaut de l'industrialisation médico-sociale
- Des postures en chantier : et si l'on prenait la pelle à deux ?
- "ça pourrait aller plus mal" – Témoignage
- Documents : Référentiel du placement à domicile (PAD) dans les Bouches-du-Rhône

Participation des usagers : Une MECS analyse son expérience

Actualités sociales hebdomadaires, 22/08/2014, n° 2871, p. 30-32

La maison d'enfants à caractère social (MECS) du Chaudan à Albertville (Savoie) a mis en place des groupes d'expression de parents et d'enfants afin de favoriser leur implication. Une recherche effectuée pour l'Observatoire national de l'enfance en danger examine les freins à la mobilisation des familles, mais aussi les conditions de sa réussite.

- Relations parents-professionnels : le poids des représentations

Tous s'entendre, tout entendre

Bulletin de la protection de l'enfance (le), 01/2014, n° 61-62, p. 12-13

Depuis deux ans, le conseil général du Finistère met en action la démocratie participative dans la protection de l'enfance. Avec des ateliers Hauts-parleurs, usagers, élus et professionnels s'entendent pour faire avancer les pratiques. Coup de projecteur sur une expérience qui pourrait faire école.

<http://www.odpe.cg29.fr/Les-projets-et-travaux-en-cours/Haut-parleurs/Haut-parleurs>

Solidarités autour d'un enfant : l'accueil dans la parentèle ou chez des tiers dignes de confiance / SELLENET Catherine, L'HOUSSNI Mohamed, PERROT David, CALAME Guylaine
Défenseur Droit, 2014, 108 p.

<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/etudes/solidarite-autour-dun-enfant-accueil-de-la-parentele-ou-chez-des-tiers-dignes-de>

Dans le champ de la protection de l'enfance, "le recours à la parenté et aux tiers dignes de confiance paraît encore peu connu". C'est pour cette raison que le défenseur des droits a missionné Catherine Sellenet, professeur d'université en sciences de l'éducation, et Mohamed L'Houssni, directeur de l'association Rétis, service d'aide aux tiers dignes de confiance, en 2013, pour réaliser une étude "inédite" afin de mieux connaître ce mode de placement et comprendre pourquoi il est rarement utilisé. Ainsi, au sein de ce service, une analyse a été effectuée auprès d'un corpus de 20 situations de placement interrogeant la désignation des tiers, le profil sociologique des aidants (membres de la parenté et tiers dignes), leur vie quotidienne et les relations parents, tiers, enfants. Cette étude livre également des pistes de réflexion sur les modifications à apporter au statut des aidants pour sécuriser ce mode d'accueil des enfants.

Evaluation de l'expérimentation d'un collège de personnes en situation de pauvreté ou de précarité au sein du CNLE

CNLE, 2014, 140 p.

<https://www.cnle.gouv.fr/Evaluation-de-l-experimentation-d.html>

Après avoir publié un rapport formulant des recommandations pour promouvoir la participation des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, le CNLE s'est engagé dans une démarche visant à tester cette participation en son sein. L'expérimentation menée pendant 18 mois a fait l'objet d'une évaluation externe, réalisée par le cabinet Amnyos Consultants.

Les allocataires du RSA donnent leur avis

Travail Social Actualités, 07/2013, n° 44, p. 24-26

En Loire-Atlantique, les groupes ressources sont un bel exemple de participation des usagers. Des bénéficiaires du RSA y mènent des actions collectives, siègent en commission locale d'insertion (CLI) et font part de leurs observations pour faire évoluer le dispositif.

Analyse compréhensive de la participation et non participation des usagers de la MECS du Chaudan aux groupes d'expression / WARIN Philippe, CHAUVEAUD Catherine, DARAN Michelle, MAZET Pierre

ODENORE, 07/2013, 102 p

https://odenore.msh-alpes.fr/documents/rapport_final_odenore.pdf

La traduction de la demande d'aide sociale : les cas du handicap et de l'insertion des jeunes /

BUREAU Marie-Christine, LIMA Léa, RIST Barbara, TROMBERT Christophe

Revue française d'administration publique, 05/2013, n° 145, p. 175-188

En accumulant des données sur deux dispositifs d'attribution des droits sociaux (aides aux jeunes et droits liés au handicap), nous examinons quel est le statut réservé au demandeur, puis les logiques bureaucratiques et morales qui président au tri des demandes par les acteurs des deux dispositifs. Nous nous interrogeons ensuite sur les marges de manœuvre effectives des usagers dans la co-construction de la demande ainsi que sur les façons dont s'élabore la connaissance des besoins auxquels il s'agit de répondre. Cette comparaison montre qu'il n'y a pas une, mais des « magistratures sociales », plus ou moins participatives, plus ou moins conditionnelles et discrétionnaires, selon le type de bénéficiaires.

Accompagner les familles dans un foyer - Des liens à préserver

Actualités sociales hebdomadaires, 02/11/2012, n° 2781, p. 20-23

Un service de la Maison de l'enfance et de la famille du Cambrésis, dans le Nord, donne une place aux parents au sein de l'institution et travaille à la préservation d'un lien familial. Menée depuis 2003, l'expérience a montré son efficacité

4 / PRATIQUES MANAGERIALES NECESSAIRES AUTOUR DE LA CO-CONSTRUCTION

Quand le management collaboratif sert de levier

Direction(s), 06/2016, n° 143, p. 25-26

Olivier Duplan, directeur d'une MECS gérée par la Fondation des Apprentis d'Auteuil, entend insuffler une nouvelle dynamique à la démarche qualité au sein de l'établissement. Sa méthode ? Responsabiliser les professionnels et valoriser leurs idées . Avec des résultats prometteurs.

L'innovation territoriale, un nouveau modèle pour travailler ensemble

Gazette sante social (la), 01/2016, n° 125, p. 32-34

Au carrefour de l'innovation sociale, de l'économie solidaire, et de la modernisation de l'action publique, l'innovation territoriale veut donner des réponses d'aujourd'hui à des problèmes d'hier. Un rapport rédigé avec l'appui du ministère de la Décentralisation, du Secrétariat général à la modernisation de l'action publique et du Commissariat général à l'égalité des territoires dresse ses perspectives.

<http://www.action->

[publique.gouv.fr/files/files/PDF/2015_rapport_innovation_territoriale.pdf](http://www.action-publique.gouv.fr/files/files/PDF/2015_rapport_innovation_territoriale.pdf)

Travail social. Les professionnels à la recherche du temps perdu / FAURE Marc-Michel

Travail Social Actualités, 11/2015, n° 67, p. 15-22

En quelques décennies, l'intervention sociale et médico-sociale s'est transformée en une course contre la montre. Actes calibrés, dispositifs à durée limitée, temps relationnel chichement compté...la liste serait longue. Retrouver des marges de manœuvre devient un enjeu majeur du travail social.

- "Le temps présent est valorisé", Brigitte Bouquet, Professeur émérite au Cnam

Participation et protection de l'enfance : une relation dangereuse / BOUCHER Manuel

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/37-la-participation-dans-la-protection-de-l-enfance-une-relation-dangereuse#Bibliographie>

*Ce compte rendu de recherche décrit les enjeux et l'ambivalence du passage d'une logique de placement à une logique de participation dans la protection de l'enfance. Il montre que l'appel à la mise en œuvre effective de la participation des familles pour des raisons politiques (démocratiques), éthiques (morales) et économiques (financières) traduit, nonobstant une complexification (bureaucratization) du système de la protection de l'enfance, **la nécessité de refonder l'ensemble de l'organisation et la philosophie d'action du champ de la protection de l'enfance à partir d'un fil rouge : la distinction entre maltraitance et carence éducative.***

Passer des discours sur le pouvoir d'agir au pouvoir d'agir en action : une condition pour transformer les pratiques et les logiques à l'œuvre / JOUFFRAY Claire

Sciences & Actions Sociales, Vol. 2, 10/2015

<http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/31-passer-des-discours-sur-le-pouvoir-d-agir-au-pouvoir-d-agir-en-action-une-condition-pour-transformer-les-pratiques-et-les-logiques-a-l-oeuvre>

L'empowerment, du fait qu'il s'agit d'un concept ambigu, amène de nombreux discours sur le pouvoir d'agir mais c'est le passage concret à l'agir qui va permettre de transformer réellement les pratiques et les logiques de domination actuellement à l'œuvre dans l'intervention sociale.

Il n'y a pas de travail social sans rencontre" / BOUCHEREAU Xavier

Actualités sociales hebdomadaires, 04/09/2015, n° 2923, p. 38-39

La baisse des moyens et l'inflation des procédures tendent à transformer le travail social en une prestation technique vidée de la rencontre avec l'utilisateur. Or cette dernière en constitue le cœur de métier, la condition même de l'action, plaide Xavier Bouchereau, chef de service et consultant, qui invite à revenir à une pratique engagée et engageante pour les professionnels.

Travailler en réseau : méthodes et pratiques en intervention sociale / DUMOULIN Philippe, DUMONT Régis, BROSS Nicole, MASCLÉT Georges
Dunod, 2015, 269 p.

La crise de sens qui touche la société se traduit à l'échelon du territoire par l'émergence de phénomènes sociaux et de situations problèmes de plus en plus massives et complexes. En confrontation directe avec les publics ciblés, les professionnels tentent d'exercer des missions aussi diverses que les institutions ou services qu'ils représentent. Parce qu'il reconnaît les potentiels des professionnels et des usagers, le réseau s'impose en force dans les esprits comme une sorte de panacée universelle susceptible de régler les difficultés liées aux problématiques nouvelles et à la nécessité de coordonner les actions entre partenaires. Sans succomber à ce mirage, les auteurs, à travers leurs expériences respectives, décrivent le réseau comme un outil d'intervention qui laisse une place importante à l'humain. « L'intervention de réseau », « le travail social de réseau », « les réseaux d'échanges de savoirs », « les réseaux professionnels » dans leur utilisation optimum sont des outils, certes différents, mais qui placent l'utilisateur ou le professionnel en position d'acteur capable de développer et de mobiliser des ressources pour trouver des solutions adaptées aux situations auxquelles il est confronté. Après une approche contextuelle autour de l'émergence des réseaux, les auteurs apportent des définitions de ces différentes formes organisationnelles illustrées par des exemples tirés de leurs expériences. Les conseils qu'ils apportent à la fin de chaque exposé font de cet ouvrage un véritable manuel pratique destinés à ceux qui veulent se familiariser et utiliser l'outil que constitue le réseau.

8èmes Assises nationales de la protection de l'enfance. 2 000 professionnels face au risque /
Journal de l'action sociale (le), 15/09/2015, n° 199, p. 34-39

- Protéger qui ? Qu'est-ce qu'un enfant ?
- Protéger quoi ? De quoi l'enfant a-t-il besoin pour grandir ?
- Risquer, jusqu'où ?
- Dire la complexité pour être respecté ?

<https://www.youtube.com/channel/UCmbPD5fhyrvY85uEthEmnNA>

Accompagner sans - trop - normaliser ? / HOUDAYER Clémence, ROBIN Régis
Actualités sociales hebdomadaires, n° 2884, 21/11/2014, p. 34-35

Un processus de normalisation existe dans la pratique des assistants de service social. Mais s'ils sont incités à trouver un « juste milieu » entre le contrôle et l'aide, ils peuvent aussi s'appuyer sur l'éthique pour trouver un sens à leur intervention, défendent Clémence Houdayer, assistante sociale, et Régis Robin, formateur en travail social à l'Arifts (Association régionale des instituts de formation en travail social Pays de la Loire) à Angers.

La gestion des risques en protection de l'enfance. Logiques d'action et quête de sens / LAMBERT Annie

Presses de l'université du Québec, 2013, 248 p.

Les professionnels œuvrant à la protection de l'enfance doivent quotidiennement exercer leur jugement afin d'évaluer des risques et de déterminer la nécessité de mesures de protection, et ce, en étant exposés à la vulnérabilité et à la détresse sociale des familles qu'ils rencontrent. Il serait commode de croire que leur pratique, aussi complexe soit-elle, est suffisamment balisée par le cadre légal qui la chapeaute pour indiquer clairement aux professionnels les possibilités d'intervention. Or la réalité est tout autre. Ce livre met au jour les logiques d'action qui guident les professionnels de la protection de l'enfance dans leurs prises de décision. Réalisé à l'aide d'une analyse de contenu des discours d'employés du Centre jeunesse de l'Estrie, il dégage trois types de logique : collaborative, délibérative et légaliste. Il montre également les dimensions sur lesquelles s'appuient ces logiques, soit le rapport au mandat de protection, le rapport à la situation et le rapport au risque. Mais au-delà de cette typologie, ce sont les notions de posture professionnelle, de conviction et de dialogue qui sont abordées. Car l'ouvrage vise avant tout à conscientiser les professionnels sur leur pratique pour qu'ils puissent prendre leurs décisions de manière consciente et critique ainsi que gérer les risques de façon adéquate et justifiée.

Hâtons-nous d'être lents / DENIMAL Dominique

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2826, 27/09/2013, p. 41-42

« Faire du social » montre en main ? Impossible, constate Dominique Denimal, assistant de service social et sociologue de formation. Car la pression temporelle qui s'exerce sur les travailleurs sociaux, au-delà du mal-être qu'elle peut susciter en eux, contrevient à ce principe intangible : le temps est la condition de tout accompagnement humain.

Les aspects du travail en équipe...ou les conditions d'une coopération efficace

Les Cahiers de l'Actif, 06/03/2008, p. 3-258

- *En guise de préambule : l'implication organisationnelle et la stratégie d'engagement : deux dimensions clés du management des équipes et des personnes au travail*
- *Favoriser la cohésion et l'esprit d'équipe*
- *Faire équipe autour des projets et des pratiques partagées en travail social*
- *Développer le leadership des dirigeants et clarifier le rôle des cadres d'interventions sociales*
- *Organiser des espaces de parole pour redonner sens à la pratique*
- *Travailler en équipe dans une perspective partenariale ou en réseau*

Dossier documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex
www.cnfpt.fr

Directeur de publication : **Marion Leroux**, Directrice
Conception et réalisation : **Bérangère Godement, Marie-Christine Marchand, Nathalie Robichon, Amandine Robin, Laurent Sochard**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2016 CNFPT/ INSET D'ANGERS